



LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

# LE SOLEIL

QUÉBEC, LE LUNDI 28 AVRIL 1997

www.lesoleil.com

## Les assureurs encore passés à la moulinette

MICHEL CORBEIL  
Le Soleil

QUÉBEC — Les compagnies d'assurances font les frais d'une nouvelle dénonciation auprès du gouvernement, pour avoir, de façon présumée, trompé les consommateurs et dissimulé des milliards de dollars en profits.

Ces dernières semaines, un regroupement de carrossiers indépendants et la Corporation des concessionnaires d'automobiles ont attaqué les assureurs pour ce qui est des réparations de véhicules accidentés. Les pratiques du monde des assurances encourageaient le travail au noir, le vol d'autos et violeraient la loi, selon eux.

LE SOLEIL a appris que deux petits organismes de Québec ont déposé récemment un mémoire au ministre Bernard Landry, responsable du secteur, pour dénoncer de présumés abus des firmes en assurances. Tous deux se présentent comme défenseurs des consommateurs qui sont autrement, disent-ils, à la merci des assureurs.

Le «CESAQ» (pour Contre-expertise en sinistre automobile du Québec) et «MAI-D» (la Maison des assurés en information et défense) reprennent les accusations de «dirigisme» contre les assureurs, qui consisterait à imposer au client un garage pour effectuer les réparations. Ils font valoir que l'assuré perd aussi le contrôle sur la qualité du travail et des pièces utilisées.

Leur mémoire va plus loin en soutenant que des abus ont cours dans tous les secteurs de l'assurance, dont le secteur de l'habitation. «Lorsque les consommateurs sont dans une situation financière précaire, ils sont facilement pris en otage en se faisant offrir des montants inférieurs à la perte réelle.»

Les deux groupes prétendent qu'en cas de mésentente, le client se trouve démuné face aux compagnies. Les recours s'appellent le BAC (Bureau des assurances du Canada), le CAD (Conseil des assurances de dommage), le CAP (Conseil des assurances de personnes) et le GAA (Groupe des assureurs automobiles). Or, écrivent les deux signataires, «tous ces organismes sont contrôlés en majorité par des intervenants qui sont directement influencés par les assureurs et sont financés en partie ou en totalité par ces derniers.»

Le document estime qu'un client qui conteste seul le dédommagement offert «perd de 20% à 30% du montant qui lui est dû». Le rapport évoque la possibilité que les assureurs dissimulent des profits. Les calculs des deux organismes leur laissent croire qu'en assurances-dommages, les profits sont de 5 milliards\$, et non pas de 1,5 milliard\$, comme l'énonce un rapport de l'inspecteur général des institutions financières.

Voir ASSUREURS en A 2



Le premier ministre Jean Chrétien, en compagnie de son épouse Aline, annonce à la presse que les élections fédérales auront lieu le 2 juin.

ÉLECTIONS FÉDÉRALES

# Le 2 juin

Chrétien sonne la charge

JOEL-DENIS BELLAVANCE  
Le Soleil

■ OTTAWA — Estimant avoir réalisé la majorité de ses engagements plus vite que prévu, le premier ministre Jean Chrétien convoque les électeurs aux urnes le 2 juin afin qu'ils décident de la voie à suivre à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle.

Ce faisant, le chef libéral prend le pari que les Canadiens ne lui tiendront pas rigueur de les consulter à nouveau après trois ans et demi de pouvoir marqué par une mince victoire du NON au référendum sur la souveraineté et par un taux de chômage encore élevé.

Jean Chrétien invite les électeurs non seulement à se prononcer sur le bilan des réalisations de son gouvernement, mais il leur demande du même coup de choisir le premier ministre qui défendra la cause fédéraliste à Ottawa lors de la prochaine bataille référendaire prévue d'ici à trois ans au Québec.

La question de l'unité nationale, le talon d'Achille des libéraux au Québec, promet d'ailleurs d'être un des principaux enjeux de cette campagne de 36 jours qui s'amorce, la plus courte de l'histoire politique du pays.

«Nous sommes rendus à la croisée des chemins. Nous allons entrer dans le XXI<sup>e</sup> siècle dans deux ans et demi. Il faut donner des choix aux gens», a déclaré Jean Chrétien après avoir rencontré le Gouverneur général.

Le Parti libéral du Canada dispose d'une bonne longueur d'avance sur ses adversaires dans presque toutes les

provinces à l'exception du Québec où il traîne derrière le Bloc québécois dans les sondages.

Conscient qu'une majorité des Canadiens s'opposaient à des élections anticipées, le premier ministre a expliqué sa décision en disant que les libéraux avaient réalisé la majeure partie de leur programme électoral 93, notamment en ce qui a trait à la lutte au déficit.

Le temps est donc venu de demander aux Canadiens de déterminer la voie à suivre entre une réduction des impôts, le remboursement de la dette et une hausse des dépenses maintenant que le déficit est presque éliminé, a-t-il dit.

«La réduction du déficit n'est pas une fin en soi, mais plutôt un moyen d'aller plus loin. (...) Aujourd'hui, nous voyons la lumière au bout du tunnel. Les Cana-

Voir ÉLECTIONS en A 2

AUTRES TEXTES

- Jean Chrétien Page A 8
- Alexa McDonough Page A 8
- Gilles Duceppe Page A 9
- Jean Charest Page A 9
- Les thèmes Page A 10
- L'éditorial Page B 6

## Le Plan «T»

GRAND-MÈRE — «Have fun out there», me dit un collègue,



Michel Vastel

MVastel@lesoleil.com

chroniqueur au Globe & Mail de Toronto. Je venais de lui expliquer comment l'aile québécoise du Parti libéral du Canada a eu l'idée géniale d'organiser une campagne dans la campagne, une vraie tournée québécoise, en huit étapes, avec autobus, services à la presse, ministres vedettes et candidats de la région. Une sorte de «Plan T», «T» comme dans «Tribu»!

Pour le Canada anglais comme pour ce journaliste de Toronto, il y a une vraie campagne électorale, où on débat de vrais problèmes comme le niveau des impôts, le taux de chômage, l'avenir des jeunes, la sécurité des vieux. Hier, c'est le hasard de la naissance qui a fait que trois des cinq chefs de parti ont commencé leur tournée électorale par le Québec — à Shawinigan pour le premier ministre, à Sherbrooke pour le chef du Parti conservateur, et à Montréal pour le nouveau chef de l'Opposition officielle. Mais c'est aujourd'hui que les affaires sérieuses commencent,

dans les provinces de l'Atlantique pour Jean Chrétien, en Ontario pour Jean Charest et Preston Manning, et dans les Prairies pour Alexa McDonough.

Encouragé par les sirènes du Parti libéral à penser ainsi, le Canada anglais s'imaginer qu'au Québec, ce ne sera pas une vraie campagne électorale mais un match à finir entre séparatistes et fédéralistes. Dans les analyses de début de campagne, hi-

er, les télévisions du Canada anglais ne parlaient que d'unité nationale, de constitution ou de société distincte. Mieux encore, la télévision nationale - CBC - avait réuni une table d'experts très politiquement correcte avec quatre femmes de chacun des partis traditionnels, mais aucune représentante du Bloc québécois. Comme si Francine Lalonde par exemple ne pouvait parler de pauvreté des enfants, ou que le Bloc québécois n'avait pas de programme!

Cette polarisation entre un vrai plan de campagne pour gagner le plus de sièges possibles dans le reste du Canada et une sorte de «Plan T» pour séduire

Voir PLAN «T» en A 2

MANITOBA

## Les zones évacuées sont interdites

WINNIPEG (PC) — Toutes les villes situées au cœur des inondations ont déjà été évacuées, et quiconque retourne dans une région où un ordre d'évacuation a été donné court un danger, dit Harold Clayton, de l'organisme chargé des mesures d'urgence.

Toute personne non autorisée qui se trouve dans une région évacuée sera arrêtée par la GRC ou l'armée, ajoute-t-il.

Quelque 6700 militaires venus de partout au Canada doivent se retrouver au Manitoba aujourd'hui. Il s'agit du plus important déploiement du genre à avoir lieu au pays depuis la guerre du Golfe.

L'inondation causée par la crue de la rivière Rouge, que les Manitobains appellent désormais la mer Rouge, a semé la désolation dans le Dakota du Nord et au Minnesota avant d'envahir le Manitoba.

Voir MANITOBA en A 2

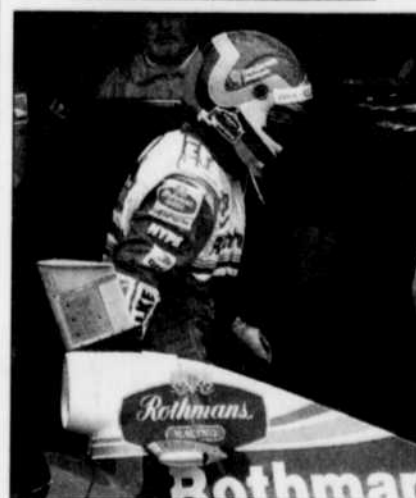
AUTRE TEXTE

- L'espoir renaît Page A 11



L'armée évacue des centaines de personnes.

SPORTS



## Formule 1

Jacques Villeneuve n'a pas terminé sa course, hier, son moteur a calé au moment d'un arrêt aux puits.

PAGE D 1

LA MÉTÉO



Maximum 12, Minimum 3

60% de risques d'averses en après-midi. Pluie en soirée. Demain, dégelage en matinée. Détails page C 2

QUÉBEC, 101<sup>e</sup> ANNÉE, NO 119  
FLORIDE, 1,65 \$ US  
MONTRÉAL, OTTAWA 70¢ PLUS T.P.S. T.V.Q.  
60¢ PLUS T.P.S. T.V.Q.

PAQUET

INFORMEZ-VOUS POUR LA LOCATION

200005

Financement 3,8%  
48 mois

580, boul. de la Rive-Sud, avis 838-3638

# ÉLECTIONS Maintenant

Suite de la Une

diens doivent choisir le genre de pays qu'ils veulent bâtir avec les ressources qui seront disponibles», a-t-il fait valoir.

Jean Chrétien a aussi soutenu qu'il préférerait tenir des élections maintenant afin de permettre au nouveau gouvernement qui sera élu dans cinq semaines d'entreprendre son mandat dès septembre.

«Entre juin et septembre, il n'y a pas une grosse différence, sauf qu'il est important que nous ne soyons pas en campagne électorale pendant cinq mois comme aux États-Unis. Cela va permettre au nouveau gouvernement de prendre l'été pour préparer un nouveau discours du Trône et de gouverner en septembre», a-t-il dit.

En annonçant la date du scrutin, hier, le chef libéral s'est gardé de dévoiler le programme de son parti, réservant ce coup d'éclat pour jeudi. Il s'est surtout appliqué à dresser un bilan positif des réalisations de son gouvernement.

Disant avoir restauré la «souveraineté financière» du Canada en ramenant un déficit de 42 milliards \$ en 1993 à environ 16 milliards \$ aujourd'hui, il a tout de même rejeté toute réduction d'impôts comme le proposent les conservateurs et les réformistes.

Il faut d'abord et avant tout éliminer complètement ce boulet financier qui a longtemps miné la marge de manoeuvre d'Ottawa.

Au sujet du taux de chômage, qui est passé de 11,4 % 9,3 % sous la houlette des libéraux qui avaient pourtant promis des «jobs, jobs, jobs» au dernier scrutin, Jean Chrétien refuse de se fixer un objectif précis.

Tout au plus, il a dit vouloir continuer à lutter contre le chômage qui touche encore 1,5 million de travailleurs.

«Nous voulons que le taux de chômage diminue tout le temps. Il n'y a pas de taux de chômage satisfaisant pour aucun gouvernement, car tant qu'il y a aura quelqu'un qui voudra travailler, le gouvernement doit créer les conditions pour qu'il puisse trouver du travail», a-t-il dit.

Le chef libéral s'est par ailleurs félicité de ce que le pays traverse une période «de forte croissance économique» à l'heure actuelle.

«Nous sommes fiers de notre bilan, mais nous devons maintenant solliciter un second mandat auprès des Canadiens», a dit le premier ministre.

Au moment de la dissolution du Parlement, le Parti libéral détenait 174 sièges, le Bloc québécois et le Parti réformiste 50 sièges chacun, le Nouveau Parti démocratique neuf et le Parti conservateur deux seulement. Six députés siégeaient à titre d'indépendants.

En convoquant les électeurs aux urnes, le 2 juin, Jean Chrétien tentera d'obtenir un deuxième gouvernement libéral majoritaire de suite.

Il s'agit d'un exploit que tous ses prédécesseurs libéraux n'ont pas réussi depuis Louis Saint-Laurent en 1953.

# PLAN «T» Pour séduire

Suite de la Une

la tribu du Québec, fait évidemment le jeu des libéraux et du Bloc. D'où ce trait de génie qu'il faudrait attribuer, m'a-t-on dit, à la responsable des communications au Québec, Michèle Tremblay, de faire tourner un autobus autour des huit centres médiatiques régionaux de la province — Québec, Chicoutimi, Hull, Trois-Rivières, Rimouski, Rouyn, Sherbrooke et Montréal. Chaque jour, le «pilote» de cette tournée très distincte sera un ministre qui développera un thème particulier. (Hier à Grand-Mère, on a découvert le slogan national qui ressemble à une adresse sur Internet: «Agir. Ensemble.» et quatre autres sous-thèmes: «Aider les petites entreprises à innover», «Développer notre région», «Renforcer la sécurité des gens» et «Stimuler la création d'emplois».)

Ce battage publicitaire des libéraux et du Bloc — la parole contre l'action, les «grands parleurs» contre les «petits faiseurs» en somme! — permettra d'abord aux libéraux d'occuper autant de terrain que les bloquistes. Leurs «pilotes» ministres, autant que les quelques vedettes du Bloc ou les ministres de Lucien Bouchard constitueront des attractions pour la presse régionale. Et cet affrontement, d'égal à égal, entre fédéralistes et souverainistes, ne laissera aucune place aux conservateurs de Jean Charest, pour ne rien dire des réformistes et des néo-démocrates.

Tout compte fait, c'est bien vrai que les Québécois vont «avoir du fun» entre eux comme on le suggère au Canada anglais d'un ton paternaliste. L'autre campagne les intéressera d'autant moins qu'elle se passera généralement, comme les discours d'hier à Ottawa, en différé et en traduction simultanée à la télévision.

Mais ce serait faire preuve d'une dangereuse arrogance de croire, comme les libéraux et les bloquistes, qu'il n'y a que la Constitution qui intéresse les Québécois; ou d'espérer, comme les conservateurs, que les Québécois suivront le bon vent quand il se mettra à tourner en Ontario.

Attendez un peu que les Québécois paient leurs impôts comme tout le monde, mercredi prochain... Ils vont vite se rappeler que cette campagne électorale ne porte pas sur un pays ni sur un nouveau siècle, mais que c'est un gouvernement et une opposition qu'ils choisiront, le 2 juin prochain.

# MANITOBA Routes

Suite de la Une

Quelque 8000 propriétaires de St-Norbert, non loin de la rivière La Salle, en banlieue de Winnipeg, ont reçu un ordre d'évacuation. Leur sort, ainsi que celui de 2000 autres personnes de la municipalité rurale de McDonald, dépend de l'efficacité de la digue qui a été construite à la hâte pour empêcher l'eau de la rivière Rouge d'invalider la ligne de partage des eaux de la rivière La Salle.

Mais les vents forts et les 15 centimètres de pluie annoncés par les services météorologiques ont réduit les espoirs de contenir les eaux de la rivière La Salle, qui pourraient inonder 2500 foyers de la banlieue de Winnipeg.

Les résidents d'environ 200 maisons de Winnipeg, souvent de majestueuses demeures situées au bord de la rivière, ont été avisés de quitter les lieux avant demain, le niveau d'eau s'élevant à 24 cm des rez-de-chaussée. Au total, 17 000 personnes ont été évacuées dans la vallée de la rivière Rouge.

# ASSUREURS Abus

Suite de la Une

Lors d'une conversation téléphonique, le président de la Maison des assurés en information et défense, Réjean Côté, a précisé que le mémoire ne porte pas d'accusation de fraude fiscale. Il voit dans les chiffres des assureurs une volonté de ne pas laisser voir au public la réelle ampleur des profits pour justifier la hausse de primes.

M. Côté a rappelé que des bijoutiers ont contacté LE SOLEIL pour se plaindre de l'abus de pouvoir des assureurs. «La solution est de redonner aux consommateurs des outils pour se défendre face aux assureurs. N'oublions pas que c'est à l'assuré de faire la preuve de la perte.»

Il est cependant un point sur lequel MAI-D et CESAQ se demandent s'il ne faut pas parler de fraude par les assureurs. Comme les carrossiers, ils pointent du doigt le fait que des assurés payent une surprime pour avoir accès en tout temps à une auto. Les compagnies refuseraient de rembourser «la location d'un véhicule au garagiste de l'assuré» lorsque l'assureur a conclu des ententes de prêt d'auto avec un autre atelier de débousselage.

«Est-ce que cela veut dire qu'il a payé une prime inutilement et que l'assureur a perçu cette prime sur un risque inexistant?», demande le mémoire. «Ça, j'appelle ça de la fraude», laisse tomber M. Côté.

Le mémoire a été expédié à plusieurs ministres québécois, au chef du Parti libéral du Québec, Daniel Johnson, et celui de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont.

<b>CAHIER A</b>	
La Capitale	3 à 7
Le Québec et le Canada	8 à 14
Le Monde	15
<b>CAHIER B</b>	
Questions d'argent	1 à 8
Automobile	1, 4 et 5
Opinions	6 et 7
<b>CAHIER C</b>	
Télé Magazine	1 et 2
Arts et spectacles	3 à 12
Votre agenda	4
Ce soir à la télé	2
annonces classées	5 à 10
Décès	10 et 11
<b>CAHIER D SPORTS</b>	
Statistiques	2 et 4
Jeux et B.D.	7
<b>SERVICES</b>	
Abonnements	686-3344
annonces classées	686-3311
Carrières et Professions	686-3270
Internet	www.lesoleil.com
Promotion	686-3342
Publicité Détaillants	686-3435
Publicité générale	686-3270
Rédaction	686-3394
Renseignements	686-3233

LE SOLEIL, journal quotidien fondé en 1896, est produit par LE SOLEIL, division du Groupe UniMédia qui en est l'éditeur. Il est situé au 925, chemin Saint-Louis. Son adresse postale est: c.p. 1547, Succ. Terminus Québec, Québec, G1K 7J6. Il est imprimé par Imprimerie Canada, au 5000 rue Hugues-Randin, à Québec. Envoi de publication - Numéro de convention 0470198. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL. ISSN 0319-0730

<b>SÉLECT 42</b>	
tirage du 26-04-97	4-14-26-32-37-41
(complémentaire)	33
mise-tôt	16-17-28-35
<b>EXTRA (26-04-97)</b>	250677
<b>LA QUOTIDIENNE</b>	
tirage du 27-04-97	1-5-4
	2-5-4-7
	6/49
tirage du 26-04-97	3-14-19-26-35-45
(complémentaire)	37
<b>EXTRA (27-04-97)</b>	285056
<b>BANCO</b>	
tirage du 27-04-97	1-5-7-9-13-21-22-23-24-25-33-35-37-
	39-40-42-54-62-65-66

## RÉFLEXION

«La santé des peuples est plus importante que leur richesse.»  
(Will Durant, 1885-1981).

A gagner

# LEARJET pour UN MOIS!

## MÉCHANTE LIBERTÉ



« Mon propre LEARJET pour un mois? MÉCHANTE PROMOTION »

et... obtenez jusqu'à

# 60\$

de remise sur un ensemble de 4 pneus Goodyear



# FAITES VITE ! Ces remises sont offertes jusqu'au 17 MAI!

**PARTICIPEZ ET COUREZ LA CHANCE DE GAGNER UN LEARJET POUR UN MOIS ET 15 NUITÉES DANS UN HÔTEL SHERATON ITT.**

Tous les détails chez les marchands participants. La promotion LEARJET se termine le 31 décembre 1997.

**DOUBLEZ vos milles Air Miles**

à l'achat des pneus suivants :

- Tous les pneus de performance EAGLE
- INFINITRED
- AQUATRED II
- INTREPID
- WRANGLER AT/S



Collectionnez vos milles aériers Air Miles à l'achat de pneus Goodyear et de services automobiles. Les prix peuvent varier sans préavis. Chez les détaillants participants.

**Pneus & Mécanique D'Estimauville**  
2600, boul. Montmorency  
Québec - 666-8900

**Desharnais Service de pneus**  
1766, boul. St-Joseph Ouest  
Québec - 628-0203

**Autopneu Auclair**  
385, rue Lavoie  
Ville de Vanier - 683-1518

**Pneus & Mécanique Charest**  
1220, boul. Charest Ouest  
Québec - 681-4646

**Garage Benoît Guillot**  
8550, boul. Cloutier  
Charlesbourg - 627-0040

**Centre Goodyear**  
1900, boul. Léon-Harmel  
Duberger - 683-2521

**Autopneu Auclair**  
3755, boul. Wilfrid-Hamel Ouest  
Les Saules - 871-6740

**Pneus & Mécanique Ste-Foy**  
3115, Hochelaga  
Ste-Foy - 653-0841

**Pneus & Mécanique Inter-Rives**  
155, Président-Kennedy  
Lévis - 833-3282

**Centre Goodyear**  
5701, boul. des Galeries  
Québec - 622-4191

**Autopneu Auclair**  
639, rue Clémenceau  
Beauport - 661-1212

**400 minutes**  
**40\$ par mois**  
Temps d'antenne local  
facturé à la seconde

**fi do**

682-FIDO

# LA CAPITALE

## ET SES RÉGIONS

HÔTEL DES GOUVERNEURS  
Place Dupuis



1415, rue Saint-Hubert  
Montréal (Québec) H2L 3Y9  
TÉLÉPHONE 910-1111

« Mon Hôtel à Montréal »

# Lemieux rêve d'un centre régional à l'exportation

## L'aspirant à la mairie de Québec espère réduire le taux de chômage

LISE LACHANCE  
Le Soleil

■ QUÉBEC — Le leader du Parti des citoyens de Québec, Me Jean-Guy Lemieux, créera un centre régional à l'exportation s'il est élu au scrutin municipal du 2 novembre.

M. Lemieux a annoncé ce projet, hier, à l'occasion d'un brunch lançant officiellement la pré-campagne électorale de sa jeune formation née en octobre dernier. Celle-ci, a-t-il affirmé, « offrira la seule alternative valable pour la qualité de vie des citoyens ».

Devant plus de 600 partisans enthousiastes, l'ancien député a expliqué que cette qualité de vie repose sur deux volets, à savoir l'allègement du fardeau de la fiscalité municipale et la relance économique de la capitale. D'où le projet d'un centre régional à l'exportation qui offrirait aux entreprises désireuses d'explorer pour la première fois les marchés étrangers toute l'expertise qualitative et quantitative nécessaire, dans un guichet unique.

« Nous devons, dans la région de Québec, accroître le nombre d'entreprises exportatrices. Nous avons beaucoup de rattrapage à réaliser. Seulement 8% des entreprises de l'agglomération québécoise font de l'exportation comparativement à un taux de près de 25% à l'échelle nationale », a déclaré M. Lemieux.

À son avis, cette carence explique en partie pourquoi le chômage sévit ici sur une grance échelle et pourquoi, sur les 645 000 personnes habitant la région, 115 000 — presque une sur cinq — vivent dans la pauvreté ou l'extrême pauvreté selon les données de la Régie régionale de la santé et des services sociaux. « Les régions qui ont le plus faible taux de chômage au Québec, comme la

Beauce et Drummondville, le doivent aux entreprises manufacturières qui exportent », opine-t-il.

Du même souffle donc, l'aspirant à la mairie soutient: « Québec doit cesser de résister à l'industrie, cesser d'enfermer les entreprises par sa réglementation. Qu'on développe une infrastructure d'accueil pour les nouveaux entrepreneurs! » La ville, ajoute-t-il, a un rôle important à jouer par sa fiscalité.

Jean-Guy Lemieux entend mobiliser les acteurs économiques « dans une action sans précédent contre le chômage ». C'est là, croit-il, le seul moyen de garder les jeunes dans notre région. Citant les chiffres de Statistique Canada, il déplore que la migration nette (bilan de ceux qui arrivent dans la région moins ceux qui partent) soit passée de 6300 personnes en 1992-1993 à 500 en 1994-1995. Quand les données de 1995-1996 seront publiées, dit-il, on s'apercevra sans doute qu'elles sont négatives. La chute la plus forte se situe chez les 25-44 ans.

### PAS DE LIMOUSINE

Le chef du Parti des citoyens et candidat à la succession du maire Jean-Paul L'Allier s'en est pris vertement à l'administration de ce dernier, qu'il juge somptuaire. Aussi a-t-il renouvelé son engagement à n'avoir ni limousine ni chauffeur s'il se retrouve premier magistrat au soir du 2 novembre. Il compte « faire la chasse au gaspillage » afin de réaliser plus de choses avec le niveau

d'imposition actuel étant donné que les taxes ont atteint un sommet dans la Vieille Capitale.

« Comme contribuables, nous devons rembourser une dette de plus de 425 millions \$ qui nous coûte 78,2 millions \$ par année. Si rien ne change, ce fardeau va continuer d'augmenter pour atteindre, selon les prévisions, 82 millions \$ en 1999. Pourtant, au cours des sept dernières années, les taxes des contribuables du secteur résidentiel ont subi un taux d'accroissement cumulé de 20%! Où sont donc allés ces revenus supplémentaires? » demande M. Lemieux.

L'homme politique lie le développement économique à l'amélioration de la qualité de vie. Celle-ci, a-t-il noté, doit reposer sur la qualité de l'aménagement urbain, des infrastructures de la ville et de son développement.

Jean-Guy Lemieux a profité de cette première activité pré-électorale pour présenter l'exécutif provisoire de son parti (fort de 1200 membres, assure-t-il), de même que les six candidats déjà en lice.

Les membres de l'exécutif sont: Claudette Jolin, présidente; Claire Larivière, vice-présidente; Me Raymond Lesage, trésorier; Nancy Rochon, présidente du comité jeunesse; Léo Michon, président du comité des aînés et Yves Bernier, responsable des communications. Le notaire Lesage (fils de l'ancien premier ministre Jean Lesage) est également l'agent officiel du parti.

Quant aux candidats, il s'agit de François Dumais (Montcalm), Jacques Béchard (Lebourgneuf), Guylaine Noël (Duberger), Me Stéphane Harvey (Saint-Sauveur), Patrick Cleary (Les Saules) et Carole Boies (Sainte-Claire, Saint-Esprit, Saint-François d'Assise, Stadacona).

## Incendie de ferme



Une centaine de bêtes à corne ont péri dans l'incendie d'un bâtiment de ferme survenu au petit jour, hier, au 165, Route 116, à Saint-Agapit, dans le comté de Lotbinière. Le bâtiment incendié, qui appartient à Denis Demers, est une perte totale. L'origine de l'incendie, duquel se dégageait une immense colonne de fumée visible à des kilomètres, pourrait être électrique. Les pertes dépasseraient les 100 000 \$ C.S.

## Deux victimes d'un chauffard

GILLES GAGNÉ

Collaboration spéciale

NOUVELLE — La population de Nouvelle et des localités environnantes de la baie des Chaleurs est encore sous le choc causé par la mort d'un adolescent survenue samedi soir après qu'il ait été renversé par le conducteur d'une camionnette qui roulait phares éteints et qui s'est enfui du lieu du crime, après avoir blessé grièvement un autre jeune.

Le conducteur, un homme de 32 ans, domicilié à Nouvelle, a cependant été arrêté une heure plus tard, par des agents de la Sûreté du Québec du poste de Matapédia, qui avaient déclenché une opération 100, avec l'aide de leurs collègues de New Richmond. Le chauffard a été cueilli chez son père, où il s'était réfugié. Deux personnes prenaient place dans le véhicule du conducteur recherché au moment de l'impact, mais elles ont débarqué dans les instants qui ont suivi.

Le suspect, qui a refusé de se livrer au test de l'ivressomètre, a été interrogé puis incarcéré à la prison de New Carlisle, où il devrait comparaître aujourd'hui pour répondre à diverses accusations, qui pourraient aller de négligence criminelle à délit de fuite mortel, en passant par la conduite dangereuse, le refus de passer l'alcootest et la conduite avec facultés affaiblies. Cet homme aurait déjà été impliqué dans une affaire de délit de fuite et de conduite avec facultés affaiblies, il y a quelques années.

La tragédie est survenue vers 20 h 30 sur le chemin du Grand Platin, une rou-

te rurale assez étroite, sans issue, et située tout près de la portion de Nouvelle connue sous le nom de Village Allard. L'une des deux victimes, Édouard Maurice Poirier, 14 ans, circulait à vélo en direction sud quand il a été frappé par la camionnette venant en sens inverse. Traîné sur quelques dizaines de mètres par le véhicule, il est décédé sur le coup.

Son compagnon Kevin Labrecque, 15 ans, circulait quant à lui en patins à roues alignées. Il a subi des blessures multiples; d'abord conduit à l'hôpital de Maria, il a été transféré hier matin dans un hôpital de Québec. Il est dans un état comateux et a passé la majeure partie de la journée sur la table d'opération. « Il est très gravement blessé mais son état est stable », indiquait, hier soir, l'agent Pierre Robichaud, de la Sûreté du Québec à Montréal.

Le troisième membre du groupe, Régis Rollet, 15 ans et roulant à bicyclette, s'en est tiré; il a tout juste eu le temps de sauter dans le ravin pour éviter d'être fauché.

Tout le monde parlait de la tragédie hier, dans un rayon de 50 kilomètres autour de Nouvelle. Le professeur d'art dramatique Mireille Allard, qui enseigne à ces trois adolescents à la polyvalente Antoine-Bernard, de Carleton, est encore secouée.

« Édouard Maurice était un « bon petit gars », intéressé, motivé dans mon cours. En art dramatique, on a l'avantage de travailler sur le plan des émotions. On finit sans doute par connaître mieux les jeunes. Kevin et Régis aussi sont des « bons petits gars », confie Mme Allard.



De g. à d.: La présidente du Parti des citoyens du Québec, Claudette Jolin; la candidate Carole Boies; le leader de la formation, Jean-Guy Lemieux; le candidat François Dumais, président de la Ligue des taxis de Québec.

**La Cavalier 1997... la voiture la plus vendue au Canada depuis 7 ans**

**NOUVEAU**

Taux de location de **3.7%** sur tous nos **CAVALIER** 2 portes 97 jusqu'à 36 mois

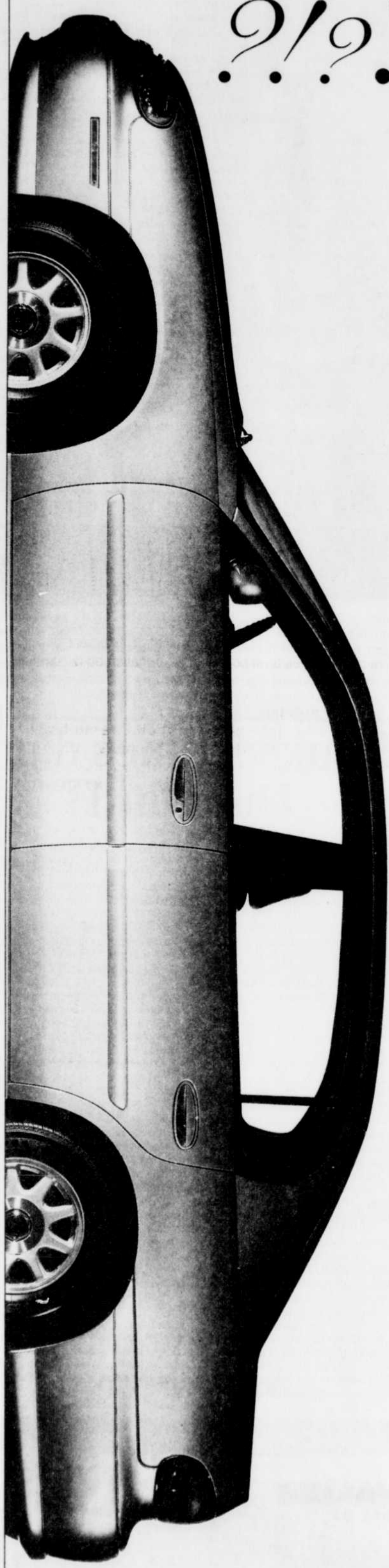
**MARLIN**

CHEVROLET-OLDSMOBILE inc. 2145, Jean-Talon Sud, Sainte-Foy (Québec) 688-1212

Plus de 200 Cavalier en main

Renseignez-vous ici

Le concessionnaire qui en vend le plus à Québec IL Y A SÛREMENT UNE RAISON

?!?!?

Son espace intérieur  
est plus vaste que celui de la Camry.

## QUÉBEC



LE SOLEIL, PATRICE LAROCHE

## Portes ouvertes chez FLAM

Le lieutenant-gouverneur du Québec, Mme Lise Thibault, a inauguré hier la journée « portes ouvertes » de l'Association des grands brûlés (FL.A.M.). En plus de visiter les locaux de l'organisme au complexe Samuel-Holland, les gens ont pu voir — et se procurer — les peintures de quatre artistes québécoises dont trois agissent comme bénévoles de l'association. Il s'agit donc, outre Danielle Richard, de Mmes Marie-Aline Bou-

chard, Johane Robertson et Rita Allard. FL.A.M. offre un support moral tant aux grands brûlés (à leur sortie de l'hôpital), qu'à leurs proches et leurs amis. Fondé en 1984, il compte 250 membres dont la moitié sont eux-mêmes des grands brûlés. Sur notre photo, nous apercevons, à gauche, Rosanne Rhéaume, directrice administrative de FL.A.M., au centre, Marie Dionne, directrice générale, et à droite, Madame le lieutenant-gouverneur.

## ÎLES-AUX-COUDRES

## 10M\$ de travaux d'Hydro

Hydro-Québec doit amorcer au cours des prochains jours des travaux pour l'installation d'un deuxième câble sous-marin afin d'alimenter l'île-aux-Coudres. Ce projet de 10 millions \$, initialement prévu pour 1996, a été reporté d'une année en raison de délai de livraison dans la fabrication du câble. Tous les contrats ont été donnés. La mise en chantier a été fixée au 5 mai, les différents entrepreneurs devant faire relâche durant la saison touristique pour reprendre les travaux à l'automne. L'entrée en service est prévue pour le début d'octobre. Hydro-Québec enfouira sur plus de un km la ligne triphasée qui amènera le courant jusqu'au fleuve. C'est pour préserver le panorama exceptionnel des lieux que la société d'État a choisi d'enfouir ses fils. L'alimentation en électricité de l'île-aux-Coudres n'est pas menacée puisque la société d'État a installé une petite centrale thermique pour prendre la relève en cas de bris majeur à ses installations sous-marines. D.G.

res, mais le scénario n'a pas été retenu. L'employeur, Réal Provencher, désire envisager une solution à long terme. Jacques Côté affirme que l'abolition de ce quart de travail affectera aussi les opérations de l'usine de rabotage, qui ne serait en fonction que 6 mois au lieu de 12 par année. Pour le représentant du Syndicat des travailleurs unis du Québec, Paul Ringuette, il est impératif de sensibiliser les politiciens afin de sauver ces emplois. « Nous nous demandons comment une compagnie aussi importante peut avoir des problèmes d'approvisionnement à Dégelis. Nous suspectons qu'en fermant le quart de travail du soir, l'employeur aurait l'intention d'amener une nouvelle technologie à l'intérieur ». M.L.

## RIMOUSKI

Succès de la 9e  
Expo-Nature

L'affluence au 9e Salon Expo-Nature Rimouski a une fois de plus confirmé l'intérêt de la population de l'Est du Québec et de l'extérieur pour une grande exposition alliant l'offre de produits de chasse et pêche et de plein air et l'animation populaire. Plus de 200 exposants dont 12 pourvoies ont occupé pendant quatre jours les 40 000 pieds carrés de la surface d'exposition du Colisée de Rimouski et du chapiteau aménagé sur le stationnement. Le 9e salon a été l'occasion de rendre hommage au chroniqueur André-A. Bellemare du SOLEIL pour ses 25 années de journalisme dans les domaines de la chasse, de la pêche et du plein-air. EXPO-NATURE a aussi été le point de départ d'une expédition de 11 000 kilomètres à vélo de deux Rimouskiens étudiant à l'Université du Québec à Rimouski, Renaud Laflamme et Éric Archambault, qui se rendront au Grand Canyon dans un périple de 110 jours. C.T.

## DÉGELIS

Mises à pied  
chez Alliance

Une trentaine de travailleurs de l'entreprise Produits Forestiers Alliance Guérette de Dégelis, dans le Témiscouata, perdront leurs emplois bientôt. Des difficultés dans l'approvisionnement en bois seraient responsables des coupures. « L'employeur affirme que le territoire de coupe qui leur est accordé par le gouvernement est exploité au maximum, et qu'acheter du bois coûterait trop », dit le porte-parole des employés, Jacques Côté. Les 115 employés ont proposé de diminuer leur semaine de travail de 45 à 40 heures pour éviter ces coupures.

## SAINT-ANSELME

Pleins gaz pour le Centre  
de formation agricole

Un projet de 1,3 millions \$ mené tambour battant pour la prochaine année scolaire

MARC SAINT-PIERRE

Le Soleil

■ SAINT-ANSELME — Hébergé jusqu'à présent dans la polyvalente locale, le Centre de formation agricole de Saint-Anselme disposera de locaux dès l'automne.

C'est ce qu'ont annoncé le député de Bellechasse Claude Lachance et la commission scolaire Beauce-Abénaquis, la semaine dernière à Saint-Anselme.

Il s'agit d'un projet de 1,3 million \$, épaulé tant par le ministère de l'Éducation et les décideurs locaux.

Le MEQ a débloqué 968 000 \$ qui permettront à la CS Beauce-Abénaquis de loger son centre agrotechnique dans une nouvelle construction de deux étages comptant six classes, une salle polyvalente et des bureaux administratifs.

Le nouvel immeuble sera érigé tout à côté de la polyvalente de Saint-Anselme dont le centre de formation utilisait déjà des locaux.

Appuyé pour 280 000 \$ par la CS elle-même, la caisse pop locale ainsi que les municipalités de Saint-Anselme village et paroisse, le projet com-

prend également le réaménagement de quatre locaux à l'intérieur de la polyvalente. « La participation financière du milieu a été un facteur déterminant pour l'acceptation de ce projet par la ministre de l'Éducation Pauline Marois », a noté le député Lachance.

Des chiffres cités par le directeur général du centre de formation, Yoland Audet, il ressort que le nombre des étudiants en agrotechnique à Saint-Anselme croît rapidement, étant passé de 20 en 1992-1993 à 87 en 1996-1997.

Les prévisions de la CS établissent à 139 le nombre des étudiants pour 1997-1998. « Ça démontre une progression importante. Il faut de la place pour tout ce monde », a dit M. Audet.

Le projet sera mené tambour battant en vue de la prochaine année scolaire. Une première enveloppe de 170 000 \$ destinée aux plans et devis a déjà été débloquée par Québec.

L'agrotechnique de Saint-Anselme, implanté dans un secteur agricole de premier plan et qui rayonne aussi dans tout

Chaudière-Appalaches sinon au-delà, pilote trois diplômés d'études professionnelles, soit en production bovine, porcine et laitière.

À plus long terme, le centre de formation pense à une formation en mécanique agricole et en horticulture.

**Le nombre d'étudiants  
en agrotechnique  
croît rapidement**

# Interdit de marcher

« Si vous n'êtes pas entièrement satisfait de votre visite à l'un de nos cinémas, veuillez en informer un membre de l'équipe de gestion ou communiquer avec nous. » L'invitation est lancée dans le hall du cinéma Laurentien, quartier Lebourgneuf, à Québec. Je ne suis pas satisfait du tout. Alors voilà, je vous le dis.

Sauf, M. le directeur, que ce n'est pas vraiment de votre faute. Vous faites un peu partie du problème, de la même manière que votre voisin de gauche ou celui de droite. Mais vous n'en êtes pas le principal responsable.

Ce vendredi-là, donc, je me résigne à prendre la route du Laurentien, le dernier-né des Disneyland du septième art à Québec. J'hais sortir du centre-ville pour aller au cinéma. Mais bon, c'est ma seule chance de voir le film que je veux absolument voir. Sans compter que je ne déteste pas les petites excursions en autobus. Elles me racontent mon univers mieux que personne ne pourrait le faire.

Le 801 vers Charlesbourg, c'est une trotte toute simple. Puis, de la 1ère Avenue vers Lebourgneuf, en ligne droite, je prévois que ce sera une petite marche d'une vingtaine de minutes tout au plus.

Ce qui est un *pinotte* pour un piéton comme moi.

Terminus Saint-Rodrigue. Et en route vers le cinéma. Quoi de mieux qu'un peu d'air frais avant Le Patient anglais.

Ça s'est passé exactement comme je le pensais: il n'y a pas de trottoir entre Charlesbourg et Lebourgneuf, sur un chemin qui est pourtant sensé relier les villes, les quartiers et leurs résidents sous une autoroute, la Laurentienne, qui, elle, les avait cruellement séparés en deux. Saint-Rodrigue et Lebourgneuf sont à deux pas l'une de l'autre, mais à 100 milles années lumière du bon sens. Impossible de les relier à pied, à moins de tricher la circulation et de jouer les casse-cou.

Bien sûr que je ne suis pas obligé d'aller au Laurentien. Bien sûr que je pourrais comme tout le monde me promener partout en automobile, au dépanneur du coin, au Musée, au boulot, et pourquoi pas aux chiottes, tant qu'à y être. Mais je n'ai pas la demande, comme l'a fait un certain Claude Pélouin sur les murs du Grand Théâtre: nous ne sommes pas écoeurés de mourir, bande de caves?



Alain Bouchard

ABouchard@lesoleil.com

Nos hommes — et nos femmes? — publics ont bétonné la rivière Saint-Charles, ils la débétonnent maintenant en disant qu'il faut savoir apprendre des erreurs passées. Nos hommes — et nos femmes? — publics ont bâti un mur sur le boulevard René-Lévesque, ils l'ont démolé en disant qu'il faut savoir apprendre des erreurs passées. Nos hommes — et nos femmes? — publics ont jadis bâti plein de chemins, de routes et de boulevards sans trottoir et sans piste cyclable pour nous dire ensuite qu'il faut savoir apprendre des erreurs passées.

Et voilà que nos hommes — et nos femmes? — publics nous font Lebourgneuf, ce n'est pas vieux Lebourgneuf et c'est toujours en plein expansion, voilà qu'ils nous font Lebourgneuf, dis-je, sans trottoir!

Vous savez ce qu'ils vont répondre? Ben oui, vous le savez. Ils vont répondre: comment pouvions-nous savoir qu'il y aurait un jour un cinéma dans Lebourgneuf? Pourtant, l'étalement urbain qu'ils encouragent à qui mieux mieux à

coups de subventions et autres programmes de dépeuplement des centres-villes ne se contente jamais du méga-magasinage avec 4 X 4 obligatoire, dans les super-entrepôts, les shops d'ameublement en gros et autres Rona-Dismat-Price-Reno-Big-Bang de la terre.

Il commande une école. Puis, un hôpital, ou du moins un CLSC. Puis, une salle de quilles. Puis, même une église, tiens, alors qu'on les ferme à la douzaine au centre-ville. Mais attention: défense d'y aller à pied! Interdit de marcher.

Puis nos hommes — et nos femmes? — publics se croient modernes. Nous nous croyons modernes, devrais-je dire; parce que je n'échappe pas à cette galère, moi non plus, tout conscient que je puisse m'en croire. Alors que nous sommes arriérés de 100 ans.

Il faut être en effet très arriérés pour ne plus pouvoir aller au cinéma à pied.

Très, très arriérés.

Voilà, M. le directeur, pourquoi je n'étais pas satisfait l'autre jour. Mais je sais que vous n'êtes surtout pas là pour faire la révolution. Tout au plus pour la montrer de temps à autre sur vos écrans.

Et alors enveloppée, diluée, travestie dans les stationnements, les machines à popcorn et le magasinage en gros.

## Finis le sirop



LE SOLEIL, PATRICE LAROCHE

François Paradis, un producteur de Saint-Pierre, île d'Orléans, ramasse les chaudières à sirop d'érable, presque soulagé que la saison des sucres soit terminée. En effet, les soubresauts de Dame Nature, ont réduit de moitié cette année la production de sirop à la cabane à sucre familiale. Beaucoup d'autres producteurs ont été touchés par ces variations brusques du mercure.

## LOTBINIÈRE Odina Desrochers élu candidat du Bloc

L'ancien journaliste Odina Desrochers a remporté, samedi, l'assemblée d'investiture du Bloc Québécois, dans la circonscription de Lotbinière. Desrochers, 45 ans, un résident

de Joly, a largement devancé ses concurrents bloquistes, le député sortant Jean Landry et l'aspirant Jean-Philippe Ruel. Le nouveau poulain du Bloc Québécois a officiellement été nommé coordonnateur des communications pour le comité du OUI de Chaudière-Appalaches lors du référendum de 1995 et il est toujours vice-président du Parti québécois dans Lotbinière. L.M.

## EN BREF

## PORTNEUF Un premier Salon tourisme et culture

Le premier Salon tourisme et culture de Portneuf se tiendra du 2 au 4 mai, au club de golf Le Grand Portneuf. Regroupant une trentaine d'exposants et de nombreux artistes, ce salon est organisé

en collaboration avec sept étudiantes du Collège Méridien, qui, dans le cadre de leur programme de Techniques de tourisme, ont uni leurs efforts tout au long de la session d'hiver pour présenter cette première dans Portneuf. Grâce à l'accomplissement de ces étudiantes, la région fera découvrir ses trésors touristiques et culturels à toute la population. L'accès au Salon tourisme et culture est gratuit. M.G.

**AOÛT 1997  
ANIMATION  
RADIO-TELEVISION**

**DÉBUT:** 25 août  
**DURÉE:** 2 sessions  
**DIPLÔME:** ATTESTATION D'ÉTUDES COLLÉGIALES

Ce programme permet aux personnes d'accéder rapidement au monde des **communications** à l'aide d'un enseignement par petits groupes et d'un **accès illimité** à nos studios.

**(418) 647-2095**

TOUS LES ÉTUDIANTS SONT ADMISSIBLES **AUX PRÊTS ET BOURSES** AINSI QU'AU PROGRAMME SPRINT. SOUTIEN AUX BÉNÉFICIAIRES DE L'ASSURANCE EMPLOI.

**INFORMEZ-VOUS: EXAMENS D'ADMISSION  
LE MARDI 29 AVRIL 18h30**

ENTRÉE: 765, CÔTE D'ABRAHAM

**COLLÈGE  
RADIO  
TELEVISION  
QUÉBEC**

751, côte d'Abraham, Québec (418) 647-2095

**TECHNIQUE DE COMMERCE INTERNATIONAL**

**DÉBUT:** le 26 mai 1997  
**DURÉE:** 2 sessions  
**DIPLÔME:** ATTESTATION D'ÉTUDES COLLÉGIALES

Ce programme permettra aux étudiants d'oeuvrer au sein d'entreprises dont les activités sont directement ou indirectement liées à l'importation, l'exportation ou la commercialisation de produits.

**Entre autres:**  
**marketing international, droit international, paiement, courtage de douanes, transit, import-export, français écrit, anglais, logiciel stratégis, consultation sur INTERNET, stage en entreprise.**

Tous les étudiant(e)s sont admissibles aux prêts et bourses, au programme SPRINT et soutien aux bénéficiaires de l'assurance-chômage. SERVICE D'AIDE AU PLACEMENT.

**INSCRIPTION DÈS MAINTENANT**



Orienté vers l'avenir  
depuis plus de 80 ans  
**522-3906**  
751, côte d'Abraham, Québec



Elle est la seule voiture de sa catégorie à posséder des panneaux d'acier galvanisé des deux côtés.

## GALA DE L'ENTREPRISE BEAUCERONNE

## La trempe d'un grand entrepreneur

L'homme d'affaires Clermond Hamel reçoit le prix du Conseil économique

LUCÉ DALLAIRE

Collaboration spéciale

**SAINT-GEORGES** — Après avoir défendu auprès des gens de son entourage l'idée que d'implanter des entreprises pouvait assurer la survie du villa-

ge, l'homme d'affaires Clermond Hamel, de Saint-Éphrem, a été honoré au Gala de l'entreprise beauceronne.

Récipiendaire du prix du Conseil économique de Beauce, M. Hamel est de la trempe de ces entrepreneurs qui ne sont pas étrangers au succès et à la

vitalité de municipalités beaucerones qui vivent le plein emploi comme Saint-Éphrem. « J'ai travaillé fort. Je ne croyais pas être reconnu pour cela. J'en suis tout ému », a indiqué l'homme de 74 ans qui, à sa retraite, prend de longues marches près de la scierie

pour respirer l'odeur du bois.

Cette scierie, la Compagnie Clermond Hamel ltée, est l'une des rares entreprises de quatrième génération. Par ailleurs, M. Hamel a fondé avec trois associés, Yvon Poulin, Gérald Hamel et Paul Lévesque, les Industries

PHL inc., et participé à la création de Matériaux CCL avec son fils Carmin et son gendre, Luc Faucher.

Le Gala, organisé par la Chambre de commerce de Saint-Georges, sous le thème « Une région en émergence » et présidé par Marcel Dutil, président du Groupe Canam Manac, a eu lieu à guichet fermé, en présence de 400 invités.



Marcel Dutil, de Canam Manac, a présidé le gala.

## LES RÉCIPENDIAIRES

Adèle Leblanc et Pier Veilleux ont mérité les titres de personnalités féminine et masculine de l'année. Lauréats de l'Office du tourisme et congrès de Beauce, le Village des Défricheurs, le Centre d'Art de Saint-Georges et l'église St-Paul de Cumberland se sont distingués.

Doyon et Leclerc, qui produit des pizzas surgelées, distribuées au Québec et ailleurs, et qui s'est outillé pour faire face à une demande dix fois plus importante, a reçu le prix de l'entreprise de l'année.

Avec des livraisons à l'extérieur représentant 30% de son chiffre d'affaires annuel, le Groupe Paré-Brossell ltée, de Saint-Jules, s'est démarqué par l'exportation de ses produits aux États-Unis.

Côté marketing, c'est Deloupe inc. de Saint-Évariste qui l'a emporté.

Au plan de l'investissement et du développement technologique, la palme est allée à la Clinique vétérinaire St-Georges et au Groupe ICC inc. alors que les Expertises immobilières de Beauce et Turbo Promotions se démarquaient dans en services et commerces.

Partenaires du Gala de l'entreprise, les Chambres de commerce de St-Gédéon, St-Martin et St-Joseph ont salué les performances de Auto Quirion et Drouin, le Centre Jardin Lina Jolin et Palladio Desing inc. « Pour réussir, a lancé Marcel Dutil, la priorité c'est le client. Il faut être agressif, mais aussi croire à nos rêves! »



Son habitacle est plus silencieux que celui de la Mercedes C220.

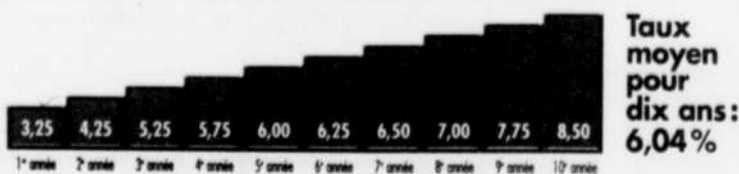
TOUS LES EXPERTS S'ENTENDENT :  
parmi les produits d'épargne liquides  
et sans risque, ceux du gouvernement du Québec  
sont les plus performants.

QU'EST-CE QUE VOUS ATTENDEZ  
pour réinvestir vos Obligations d'épargne  
du Québec dans la nouvelle émission?

**Vous êtes détenteurs d'Obligations d'épargne du Québec?** Alors vous connaissez déjà tous les avantages de ce produit d'épargne sûr et certain. Mais saviez-vous que les nouvelles Obligations d'épargne du Québec sont encore plus avantageuses et demeurent, sans conteste, un des placements les plus avisés sur le marché?

## TAUX MINIMUMS GARANTIS PENDANT 10 ANS

Les taux d'intérêt progressifs sont garantis pendant dix ans. Ils pourront être majorés durant cette période si les conditions du marché le justifient. Mais en aucun cas, ces taux ne seront ajustés à la baisse. Qui dit mieux?



Les taux offerts du 15 mai au 1<sup>er</sup> juin 1997 pourraient être différents des taux indiqués ci-dessus. Mais en achetant vos OEQ-97 au plus tard le 14 mai, vous êtes sûr de profiter des taux les plus avantageux\* car, avec leurs taux minimums garantis, vous profiterez d'une hausse éventuelle des taux tout en étant à l'abri d'une baisse.

\*Sur la base du taux annuel moyen composé pour la période de dix ans.

## ENCAISSABLES EN TOUT TEMPS

Les Obligations d'épargne du Québec sont encaissables en tout temps à leur pleine valeur sans perte d'intérêt, même durant les trois premiers mois. Difficile d'être plus flexible que ça, n'est-ce pas?

## CAPITAL GARANTI

Votre capital est garanti sans limite par le gouvernement du Québec, même au-delà du montant maximum de 60 000\$ prévu par l'assurance-dépôts. Rassurant, non?

Avec un boni d'intérêt, c'est encore mieux!

Réinvestissez vos Obligations d'épargne du Québec dans la nouvelle émission au plus tard le 14 mai 1997 et obtenez un boni d'intérêt\*\* de 0,75% sur le taux de la première année, en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> juin 1997. Qu'est-ce que vous attendez pour en profiter? Appelez Placements Québec!

**BONI D'INTÉRÊT DE 0,75%**  
LA PREMIÈRE ANNÉE

## APPELZ PLACEMENTS QUÉBEC

Au 1 800 463-5229 ou au (418) 521-5229, du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h, et les samedis jusqu'au 31 mai, de 9 h à 17 h, un agent d'investissement se fera un plaisir de répondre à vos questions. **N'attendez pas, le boni prend fin le 14 mai 1997!**

## AVIS IMPORTANT

Les OEQ-82 et OEQ-87 arrivent à échéance le 1<sup>er</sup> juin 1997. Continuez à profiter d'excellents taux en les réinvestissant dans les nouvelles OEQ. Plus on les garde longtemps, plus c'est payant!

\*\*Le ministre des Finances peut mettre fin au boni en tout temps.

**1 800 463-5229**

LES OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU QUÉBEC

**PLACEMENTS QUÉBEC**

Notre intérêt à tous  
<http://www.placementsqc.gouv.qc.ca>

Québec

## LAC SAINT-JOSEPH

# Les conseillères démissionnaires de retour au bercail

## Le maire pourrait s'organiser pour les empêcher de siéger

GUY BENJAMIN  
Le Soleil

■ LAC-SAINT-JOSEPH — Les deux conseillères qui avaient démissionné verbalement sont de retour au conseil de Lac-Saint-Joseph. Reste à savoir si la ville prendra les mesures pour les empêcher de siéger.

Francine Beaudoin et Clorinde Desjardins ont participé à la séance du conseil de lundi. Elles s'étaient absentes des séances de janvier, février et mars, se disant en réflexion, après avoir annoncé verbalement leur démission en décembre. Trois conseillers avaient annoncé leur démission à la fin de 1996, mais un seul, Jean-Pierre Bédard avait confirmé sa démission par lettre.

Or, explique Mme Beaudoin, pour être officielle, une démission doit être confirmée par lettre,

ce qu'elle et Mme Desjardins n'ont jamais fait. Les deux conseillères contestent également l'interprétation de la

ville selon laquelle leur mandat a pris fin parce qu'elles ont fait défaut d'assister aux séances du conseil pendant 90 jours consécutifs. La ville commence le compte des 90 jours le 18 décembre dernier, date à laquelle les deux conseillères ont annoncé leur démission. Mais, selon l'interprétation de Mmes Beaudoin et Desjardins, les 90 jours doivent se compter à partir de la première séance qu'elles ont ratée en

janvier, ce qui signifie qu'elles ne sont pas absentes pendant 90 jours.

Selon Mme Beaudoin, le fait de les laisser participer à la séance de lundi signifie que leur interprétation est la bonne. Mais le maire Raymond Blouin n'est pas d'accord avec cette façon de voir. Le maire Blouin a expliqué qu'il ne pouvait se faire justice lui-même en refusant la présence des deux conseillères. «Je n'étais pas certain de leur présence à la réunion de lundi. Je ne voulais pas m'adresser aux tribunaux juste au cas où elles décideraient de revenir.»

Le maire Blouin explique qu'il consultera les autres conseillers afin de décider des mesures à prendre, légales ou autres, contre Mmes Beaudoin et Desjardins, maintenant qu'elles ont confirmé leur retour. Dans son esprit, il ne fait aucun doute, les deux conseillères ont bel et bien démissionné. «Dites à votre patron que vous démissionnez et ne vous présentez pas au travail pendant trois mois. Essayez ensuite de reprendre votre travail», lance le maire Blouin.

**Essayez de reprendre votre travail après avoir démissionné et vous être absenté 3 mois!**

## « Le Carrefour » s'étend à toute la capitale

### Signature d'un contrat entre le journal bimensuel et la Ville de Québec

BENOIT ROUTHIER  
Le Soleil

QUÉBEC — Un contrat de la Ville de Québec permettra au journal bimensuel de Limoilou et Saint-Roch, Le Carrefour, de s'étendre à toute la ville et de faire passer son tirage de 30 000 à 70 000 exemplaires.

Le bulletin d'information municipal La Gazette de Québec sera, à compter de dimanche, inséré, toutes les deux semaines, dans le journal Le Carrefour.

Lors de la signature d'une entente de trois ans et demi qui se terminera le 31 décembre de l'an 2000, le maire Jean-Paul L'Allier a expliqué que la Ville devrait faire des économies d'environ 40 000 \$. C'est que jusqu'ici la publication, dans les quotidiens tels le Journal de Québec et LE SOLEIL, des différents avis coûtait environ 130 000 \$ annuellement. L'entente avec Le Carrefour devrait limiter les coûts à 90 000 \$, soit la moitié qui sera publié dans Le Carrefour et l'autre moitié dans les deux quotidiens cités plus haut.



Jean-Paul L'Allier

Les propriétaires du bimensuel recevront 64 000 \$ pour produire La Gazette. C'est dire que l'entente avec la Ville lui rapportera quelque 109 000 \$.

Par contre, l'éditeur du journal, Martin Claveau, explique que les coûts de production et de diffusion du bimensuel passeront de 80 000 \$ à entre 200 000 \$ et 250 000 \$ par an. Par contre, on pourra vendre de la publicité sur tout le territoire de Québec. Ce qui coûtera le plus cher c'est l'impression du journal. M. Claveau ne craint pas que cette entente affecte le contenu du Carrefour. La Ville n'a évidemment aucun contrôle sur le contenu du journal à part La Gazette, dont le contenu continuera d'être rédigé par le Service des communications de la Ville.

Les journalistes du Carrefour, des jeunes frais émoulus de l'université Laval, garderont leur indépendance. Et l'autocensure? «Nous fournirons de l'information sur les quartiers de la ville», conclut M. Claveau qui précise que le mandat du Carrefour n'est pas de «débuser des scandales».

La meilleure voiture de l'année selon Motor Trend.

10 LOGICIELS INCLUS!  
PLUS UN MOIS D'ACCÈS GRATUIT!



VERSIONS FRANÇAISE ET ANGLAISE!

Microsoft Internet Explorer



Martin, 12 ans  
internaute

Richard, 43 ans  
père de famille, enseignant

« Moi, j'ai eu Internet et mon père un mois gratuit avec la trousse d'Internet Microtec. »

« Ici, il y a toujours quelqu'un qui veut s'amuser sur Internet. L'accès illimité à coût fixe chez Internet Microtec me permet de planifier mon budget sans casse-tête. »

- Richard

Solidement implantée, exploitant avec succès toutes les possibilités d'Internet et demeurant à la fine pointe des nombreux développements technologiques, Internet Microtec s'est vite imposée comme chef de file en matière d'Internet au Québec. La qualité du service et du support technique ont notamment fait la différence.

Nos clients satisfaits en sont les témoins.

Téléphonez dès maintenant pour obtenir votre trousse d'accès à 26,95 \$ incluant 10 logiciels et un mois gratuits!

UTILISEZ L'UN DE CES 2 MODES DE BRANCHEMENT!

PAR LA TROUSSE D'INTERNET MICROTEC: Téléphonnez-nous afin de recevoir rapidement votre trousse.

PAR MODEM: 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

• Montréal: (514) 861-3535 • Québec: (418) 691-0500  
« Appuyez deux fois sur la touche RETOUR au moment de la connexion et suivez les instructions. »

ACCÈS ILLIMITÉ À INTERNET! 26,95 \$ par mois



Une technologie humanisée<sup>MC</sup>

www.microtec.net

MONTRÉAL (514) 388-1144 QUÉBEC (418) 683-2523

### GESTION FINANCIÈRE INFORMATISÉE

DÉBUT: 26 mai 1997

DURÉE: 3 sessions (52 semaines)

DIPLÔME: ATTESTATION D'ÉTUDES COLLÉGIALES

Ce programme est destiné aux personnes désireuses de faire carrière dans le domaine de la gestion des affaires. Dans une économie constamment en changement où une gestion saine et l'utilisation de l'informatique sont devenues des nécessités absolues, vous serez familiarisés avec les domaines tels que:

- COMPTABILITÉ (base, avancée, informatisée)
- FINANCE, FISCALITÉ, MARKETING, ÉCONOMIE
- LOGICIELS: Word, Excel, Access, Fortune 1000, Windows, Internet, informatique de gestion, etc.

Tous les étudiants sont admissibles aux: PRÊTS ET BOURSES, au PROGRAMME SPRINT, et/ou à l'ASSURANCE-EMPLOI. SERVICE D'AIDE AU PLACEMENT.

INSCRIPTION DES MAINTENANT

LE COLLÈGE BART

Orienté vers l'avenir depuis plus de 80 ans

522-3906

751, côte d'Abraham, Québec

# LE QUÉBEC LE CANADA

## ÉLECTIONS FÉDÉRALES 1997

### C'est reparti!

#### Chrétien fait du Bloc sa tête de Turc

JOËL-DENIS BELLAVANCE  
Le Soleil

■ GRAND-MÈRE — Le premier ministre Jean Chrétien a lancé sa campagne électorale, hier, en frappant de ridicule les prétentions du Bloc québécois voulant que le Québec est constamment humilié au sein de la fédération canadienne.

« Ça doit être fatigant de se lever tous les matins et de se sentir humiliés. Je ne me sens pas humilié. Regardez l'équipe de Québécois que j'ai avec moi », a-t-il déclaré devant quelque 500 militants, à l'occasion de son assemblée d'investiture.

Loin d'être persécuté, le Québec joue un rôle important dans la gestion des affaires du Canada. La preuve, le premier ministre du pays était originaire du Québec pendant 28 des 30 dernières années, a poursuivi le chef libéral. « On ne se sent pas humiliés lorsqu'on fait partie d'un pays comme le Canada. On ne se sent pas humilié quand on sait que pendant 28 des 30 dernières années, le premier ministre est venu de la province de Québec. D'où vient cette idée d'humiliation? » a-t-il déclaré.

À l'occasion de son assemblée d'investiture,

Jean Chrétien était entouré de tous ses ministres, de ses députés et des candidats libéraux du Québec.

Il a invité les électeurs à augmenter le nombre de députés libéraux à la Chambre des communes afin de s'assurer que le Québec garde son influence.

« En tant que chef du gouvernement et chef du Parti libéral, j'ai besoin du Québec. Le Canada a besoin du Québec et le Québec a besoin du Canada. (...) Je veux que le Québec soit le leader dans la gestion des affaires du pays », a-t-il martelé sous les applaudissements nourris de ses militants.

Aux dernières élections, les libéraux n'ont récolté que 19 des 75 sièges au Québec. Ils ont réussi à arracher le comté de Brome-Missisquoi au Bloc québécois à la faveur d'une élection partielle en 1995.

Au prochain scrutin, ils se sont fixé

l'ambitieux objectif de récolter au moins la moitié des circonscriptions. Traînant encore dans les sondages derrière le Bloc québécois au Québec, Jean Chrétien a d'ailleurs dirigé ses flèches les plus pointues à l'endroit de la formation souverainiste dirigée par Gilles Duceppe.

Il a critiqué l'obsession des troupes bloquistes de toujours rejeter ce qui vient d'Ottawa. « Ils ont un slogan, la force de la parole. Mais chez nous, on dit grand parleur, petit faiseur », a-t-il raillé. « Les réalisations de son gouvernement, le chef libéral a fait valoir que ce sont ses députés du Québec qui ont réussi à convaincre leurs collègues du reste du pays d'effectuer des changements qui répondent aux aspirations des Québécois. »

#### PROMESSES TENUES

Il a soutenu que son gouvernement a réalisé ses promesses formulées au lendemain du référendum en reconnaissant le caractère distinct du Québec, en lui accordant un droit de veto et en se retirant de la formation de la main-d'oeuvre. « Nous avons fait tout cela d'une façon différente. Nous n'avons pas



Jean Chrétien, alors qu'il répondait aux journalistes lui demandant pourquoi il déclençait des élections aussi tôt.

convoqué de grandes conférences dramatiques. Nous n'avons pas dit aux gens d'accepter ce dont nous avons besoin ou ce sera la fin du pays. (...) Nous avons réglé tout simplement », a-t-il soumis.

Jean Chrétien n'a pas oublié d'attaquer ses autres adversaires, notamment les conservateurs de Jean Charest et les réformistes de Preston Manning, qui proposent des réductions des impôts.

Selon lui, il est trop tôt pour faire une telle proposition au moment où la lutte au déficit n'est pas encore tout à fait terminée.

« Il faut continuer ce que nous avons fait. Il ne faut pas arrêter à mi-chemin. Les Canadiens ne veulent que nous nous arritions à mi-chemin pour retourner où nous étions avant », a-t-il dit.

### Manning suggère de faire de la politique autrement

JIM MORRIS  
Presse canadienne

TORONTO — Le chef du Parti réformiste, Preston Manning, souhaite que les électeurs insistent pour que les questions qui leur tiennent à coeur soient abordées lors de la campagne qui s'amorce.

« Je crois que ces élections seront plus significatives si elles sont consacrées aux enjeux que vous jugez importants, si elles traitent de vos emplois, des emplois de vos enfants, de vos revenus, de votre sécurité, votre santé », a lancé M. Manning, hier à Toronto, où il entreprenait sa tournée électorale.

Le leader réformiste a par ailleurs assuré que sa formation continuerait de se dépendre comme le parti qui est

à l'écart du système politique.

« Nous ne faisons pas partie de l'établissement à Ottawa. » « Ce sont les dernières élections au Canada avant le tournant du siècle, a poursuivi M. Manning. C'est vraiment le moment de repenser la façon de faire de la politique au Canada. »

L'Ontario représente un champ de bataille crucial pour le Parti réformiste, si le souhaite que son succès déborde enfin de son terrain traditionnel, l'Ouest. C'est sans doute ce qui explique que M. Manning ait décidé de passer les deux premières journées de sa campagne dans la région torontoise. En 1993, les réformistes ont remporté 52 sièges dans l'Ouest et un seul en Ontario.



Preston Manning

## ÉLECTIONS FÉDÉRALES 1997

### BLOC QUÉBÉCOIS

### La souveraineté en veilleuse

#### La défense des intérêts du Québec passe d'abord, affirme Gilles Duceppe

■ MONTRÉAL (PC) — Pour le Bloc québécois, la défense des intérêts du Québec passera avant la promotion de la souveraineté pendant la campagne électorale.

« C'est dans un référendum qu'on décide de la souveraineté, pas dans une élection », a affirmé le chef bloquiste, Gilles Duceppe, en donnant le coup d'envoi aux activités de son parti.

« On veut démontrer, et on prouvera, comme on l'a prouvé depuis 1993, que les meilleurs défenseurs des intérêts du Québec, ceux qui sont là pour parler pour les Québécois et les Québécoises, ce sont les députés du Bloc, ce sont les souverainistes », a-t-il dit devant une poignée de militants rassemblés pour participer à l'assemblée de nomination du candidat Réal Ménard, dans Hochelaga-Maisonneuve, à Montréal.

Selon Duceppe, le chef libéral Jean Chrétien et son homologue conservateur Jean Charest ne peuvent prétendre être des défenseurs des intérêts du Québec. « Ils ne veulent rien exiger pour le Québec, parce qu'ils craignent que cela leur soit défavorable dans le reste du Canada », a-t-il expliqué.

« Quand le 2 juin arrivera, je suis certain que

nous aurons mis un terme aux carrières de Jean Charest et de Jean Chrétien comme députés représentant le Québec à Ottawa. »

À la dissolution du Parlement, le Bloc comptait 50 sièges aux Communes, soit le même nombre que le Parti réformiste. L'objectif bloquiste est d'en décrocher au moins autant et, au mieux, une soixantaine.

#### LE CAS BOUCHARD

Par ailleurs, M. Duceppe a refusé de faire des commentaires au sujet de la participation du premier ministre Lucien Bouchard pendant la campagne bloquiste. « Je ne suis pas le genre à faire de la stratégie ouverte », a-t-il souligné.

Néanmoins, les organisateurs du parti indiquent pour leur part que M. Bouchard devrait donner un coup de main à M. Duceppe une ou deux fois par semaine.

On sait que la présence de M. Bouchard au cours de la campagne est controversée: un sondage paru dans Le Devoir il y a une semaine révélait que 63 % des Québécois préféreraient qu'il ne se mêle pas de la campagne. Les électeurs souverainistes, eux, sont partagés moitié-moitié sur la question.



Gilles Duceppe se fraie un chemin à travers ses partisans, hier, à Montréal.

« C'est dans un référendum qu'on décide de la souveraineté, pas dans une élection »

### Charest dénonce l'opportunisme de Chrétien

SHERBROOKE (PC) — Le chef conservateur Jean Charest a reproché hier au premier ministre Jean Chrétien son opportunisme, pour sa décision de tenir des élections générales le 2 juin, à peine trois ans et demi après avoir été porté au pouvoir.

« Il se sent assis sur une telle avance dans les sondages qu'il veut en profiter pour prendre de vitesse ses adversaires et aller décrocher un autre mandat », a lancé M. Charest. Selon le chef conservateur, qui lançait sa campagne dans Sherbrooke, le premier ministre sortant n'a pas de raison valable d'en appeler si promptement aux électeurs à qui, affirme-t-il, le prochain scrutin offre pour alternative « l'immobilisme ou l'avenir ».

Entré dans l'amphithéâtre sur un rythme entraînant de Céline Dion, Jean Charest a affirmé que le gouvernement libéral n'a pour bilan à présenter aux Canadiens que « la plus longue période de chômage élevé depuis la dépression des années 30 ».

#### PREMIÈRES PROMESSES

Il a souligné un point du programme de son parti, visant à réduire d'environ un tiers les cotisations à l'assurance-emploi. Celles-ci nuisent à l'emploi, dit-il, à raison de quelque 900 \$ par an pour le salarié et de 1250 \$ par année pour l'employeur. Un gouvernement conservateur « va retourner ces 5 milliards \$ dans les poches des Canadiens », a-t-il promis.

Il a aussi préconisé de fusionner des ministères, telles Ressources naturelles, l'Environnement et les Pêcheries, de « privatiser celui des Travaux publics » et a promis de réduire les impôts « lors d'un premier mandat ».

En direction du Bloc québécois, M. Charest a eu cette fêche pour son chef Gilles Duceppe: « Il s'est senti obligé l'autre jour de mentionner mon nom. Eh bien, il ferait mieux de s'habituer. »

À une question d'un reporter sur l'avenir du Parti conservateur, Jean Charest a répondu que « la politique, c'est tou-



Jean Charest, hier, à Ottawa: prêt pour le grand voyage...

jours une question de survie ».

Au scrutin fédéral du 25 octobre 1993, Jean Charest avait recueilli 29 758 voix, le candidat bloquiste 21 550 et le libéral environ 4450.

En vue du prochain scrutin, le Parti conservateur avait en fin de semaine désigné un candidat dans 68 des 75 comtés fédéraux du Québec et, au total du Canada, environ 250. En 1993, le parti n'avait fait élire que deux députés à Ottawa, M. Charest et Elsie Wayne, dans une circonscription du Nouveau-Brunswick.

« La plus longue période de chômage élevé » en bilan

### EN BRÈF

#### EST DU QUÉBEC De belles batailles

La députée bloquiste et leader parlementaire de l'Opposition, Suzanne Tremblay, accepte d'ores et déjà d'affronter ses adversaires de Rimouski-Mitis dans un débat public dans le cadre d'une campagne qu'elle veut « propre ». Lors de son passage à Rimouski samedi, le chef du Bloc, Gilles Duceppe, a dit entrevoir deux belles batailles dans l'Est du Québec: dans Kamouraska/Rivière-du-Loup/Témiscouata/Les Basques et dans Gaspé/Bonaventure/Les Îles, où les libéraux France Dionne et Patrick Gagnon feront face aux bloquistes Paul Crête et Yvan Bernier. L'ex-député conservateur de Rivière-du-Loup/Kamouraska, André Plourde, est aussi de cette lutte électorale. Un seul comté fédéral de l'Est appartient aux libéraux, celui de Bonaventure/Les Îles, qui a fusionné au comté de Gaspé et ne donne plus au député Patrick Gagnon qu'une majorité de 50 votes. C.T.

#### MANICOUAGAN

#### Maltais contre Fournier

Élu sans opposition à l'investiture libérale de Manicouagan, l'ancien député fédéral André Maltais a dit souhaiter, hier, que ses électeurs quittent le banc des punitions pour revenir dans le match. Maltais a comparé l'arsène politique fédérale à un match de hockey où le Bloc québécois ferait figure de banc des pénalités. « Est-ce qu'on veut aller sur le banc des punitions pour quatre ans et laisser l'autre (le gouvernement libéral) jouer en avantage numérique? » L'organisation libérale de Manicouagan fonde beaucoup d'espoirs en son candidat-vedette, un candidat « ministrable ». Le candidat libéral fera la lutte au conseiller municipal Ghislain Fournier élu, hier, candidat du Bloc québécois. Fournier dit devoir sa victoire à l'appui que lui avait donné le député de Duplessis, Denis Perron. D'ailleurs, l'épouse du député, Marie, est venue renouveler cet appui à titre posthume. Lorsqu'il s'est adressé aux 400 partisans présents, le nouveau candidat bloquiste a promis qu'il retournerait le comté à l'envers deux fois s'il le fallait pour éviter qu'il ne retourne aux mains des libéraux et d'André Maltais, « parachuté » par Ottawa selon lui. R.S.

#### SHERBROOKE

#### L'avocat Jacques Blanchette affrontera Charest

C'est finalement l'avocat Jacques Blanchette qui portera les couleurs du Bloc québécois dans Sherbrooke, devenant ainsi l'adversaire du député conservateur Jean Charest. Blanchette est le seul à avoir déposé son bulletin de mise en candidature avant la date limite, soit hier. L'homme avait déjà tenté de se faire élire sous les couleurs du Parti québécois en 1989, dans Sherbrooke, mais il avait été défait par le libéral André-J. Hamel. Le premier coup d'éclat de la campagne du Bloc québécois dans ce comté sera donné vendredi, lors d'un rassemblement, au Club de golf de Sherbrooke. Trois candidates potentielles ont déclaré la possibilité de se présenter à l'investiture du Bloc: Céline Dostie, présidente régionale du Parti québécois, Louise Paquet, présidente de la Société nationale des Québécois, et Jocynthe Lavigne, fonctionnaire à la ville de Sherbrooke. Le nom de Guy Boutin, président de l'Association du Bloc québécois dans Sherbrooke, avait aussi été avancé; c'est lui qui avait défendu les couleurs du Bloc québécois contre Jean Charest aux dernières élections fédérales. Par ailleurs, c'est Martin Bureau qui briguera les suffrages sous les couleurs du Parti libéral. Bureau avait travaillé auprès de Jean Charest lors de la campagne de 1993, mais leurs chemins politiques ont divergé l'année suivante, quand Charest a appuyé un candidat différent à la mairie de Sherbrooke. (PC)

### Un gouvernement minoritaire soumis à forte opposition

#### La cheffe du NPD en rêve pour les prochaines Communes

JANICE TIBBETTS  
Presse canadienne

■ OTTAWA — La dirigeante du Nouveau Parti démocratique (NPD), Alexa McDonough, rêve d'une Chambre des communes composée d'un gouvernement minoritaire surveillé par une opposition plus forte et moins uniforme.

M<sup>me</sup> McDonough presse donc les Canadiens de voter de façon stratégique afin de pouvoir profiter d'une opposition forte, plutôt que d'appuyer massivement les libéraux qui, admet-elle, formeront vraisemblablement le prochain gouvernement.

Le NPD se présente comme le seul parti capable de combler le vide constaté à la gauche du spectre politique, alors que les autres formations, les libéraux inclus, se pressent à droite. La leader néo-démocrate, qui n'occupait pas de siège aux



Alexa McDonough

Communes à la dissolution, ne nourrit aucune illusion quant à la possibilité de former le prochain gouvernement, souhaitant néanmoins que le NPD soit reconnu comme un parti à part entière au sein des Communes. Pour cela, il lui faut remporter trois sièges supplémentaires.

En fait, le but des néo-démocrates est d'obtenir l'élection d'un nombre record de candidats, soit au-delà des 43 députés qui s'étaient retrouvés à Ottawa en 1988.

Le parti jouit d'un solide soutien en Saskatchewan et en Colombie-Britannique, tandis que sa dirigeante a de bonnes chances de l'emporter dans Halifax, en Nouvelle-Écosse.

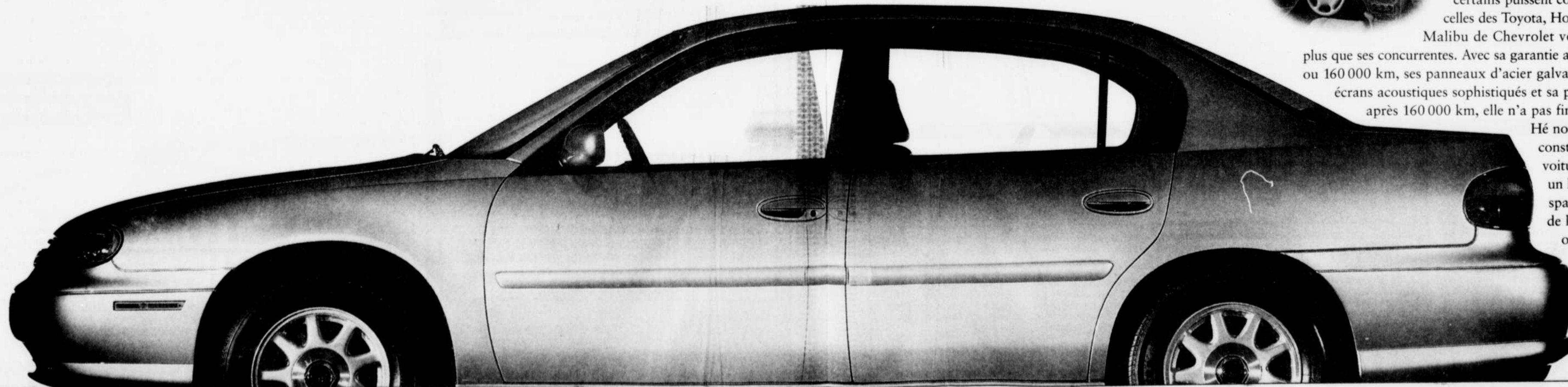
Les néo-démocrates s'accrochent à l'espoir que les Canadiens puissent voter en faveur du parti qu'ils souhaitent voir sur les bancs de l'opposition, les libéraux étant déjà perçus comme les vainqueurs du scrutin du 2 juin.

Les néo-démocrates n'avaient que neuf sièges aux Communes

la nouvelle Malibu de Chevrolet



## Hé oui, c'est une Américaine.



Hé non, ce n'est pas une importée. Bien que certains puissent confondre ses lignes avec celles des Toyota, Honda ou Nissan, la nouvelle Malibu de Chevrolet vous en offre beaucoup plus que ses concurrentes. Avec sa garantie anti-corrosion pour six ans ou 160 000 km, ses panneaux d'acier galvanisés des deux côtés, ses écrans acoustiques sophistiqués et sa première mise au point après 160 000 km, elle n'a pas fini de vous surprendre.

Hé non, plus besoin de construire de grosses voitures pour offrir un habitacle plus spacieux que celui de la Camry, de l'Accord ou de l'Altima. Hé oui, elle a été nommée meilleure voiture de l'année par Motor Trend. Et croyez-le ou non, c'est une Américaine.

# ÉLECTIONS FÉDÉRALES 1997



Parti libéral



JEAN CHRÉTIEN

■ **NAISSANCE:** 11 janvier 1934 à Shawinigan, Québec (63 ans)  
 ■ **PERSONNEL:** marié à Aline Chainé. Trois enfants  
 ■ **ÉTUDES:** licence en droit à l'université Laval  
 ■ **VIE PROFESSIONNELLE:** avocat  
 ■ **CARRIÈRE POLITIQUE:** élu député libéral de Saint-Maurice aux Communes en 1963, réélu les sept élections suivantes. Secrétaire parlementaire de Lester B. Pearson, il accède au cabinet en 1967 et occupera, sous Trudeau, les postes de ministre du Revenu, Affaires indiennes, Conseil du Trésor, Industrie, Finances, Justice, Énergie, Affaires extérieures et vice-premier ministre. Défait à la tête du Parti libéral en 1984 par John Turner. A démissionné des Communes en 1986. Élu chef du PLC en juin 1990, il gagne l'élection partielle dans Beauséjour en décembre 1990 et devient chef de l'Opposition. Premier ministre du Canada depuis novembre 1993.



Bloc québécois



GILLES DUCEPPE

■ **NAISSANCE:** 22 juillet 1947, à Montréal (49 ans)  
 ■ **PERSONNEL:** marié à Yolande Brunelle. Deux enfants. Fils du comédien Jean Duceppe  
 ■ **ÉTUDES:** collègue du Mont Saint-Louis et Université de Montréal  
 ■ **VIE PROFESSIONNELLE:** coordonnateur de la Compagnie des jeunes canadiens, une agence fédérale engagée dans l'action sociale, abolie en 1977. Militant au sein du Parti communiste ouvrier (PCO—marxiste-léniniste). Il a aussi été organisateur à la CSN et à la Fédération nationale de communications.  
 ■ **CARRIÈRE POLITIQUE:** élu aux Communes en 1990 lors d'une élection partielle, dans Laurier-Sainte-Marie. Premier député du Bloc québécois. Nommé whip de l'opposition en 1993. Chef du parti depuis mars.



Parti progressiste-conservateur



JEAN CHAREST

■ **NAISSANCE:** 24 juin 1958, à Sherbrooke, Québec (38 ans)  
 ■ **PERSONNEL:** marié à Michèle Dionne. Trois enfants.  
 ■ **ÉTUDES:** Université de Sherbrooke  
 ■ **VIE PROFESSIONNELLE:** avocat  
 ■ **CARRIÈRE POLITIQUE:** élu aux Communes pour la première fois en 1984, dans le comté de Sherbrooke. Il fut ministre d'État à la Jeunesse, à la Condition physique et au Sport amateur, leader parlementaire. Démissionne en janvier 1990, après avoir tenté de parler à un juge de la cour supérieure, dans une cause opposant un entraîneur à l'Association canadienne d'athlétisme. Ministre de l'Environnement en 1991. Défait par Kim Campbell au leadership du Parti conservateur en 1993. Vice-premier ministre de juin à novembre 1993. Élu chef par intérim en décembre 1993. Chef du Parti conservateur depuis avril 1995.

JOËL-DENIS BELLAVANCE  
 Le Soleil

■ **OTTAWA** — La création d'emplois et l'incontournable question de l'unité canadienne seront les thèmes de prédilection des cinq grandes formations politiques qui se disputent la mise pendant cette campagne électorale qui connaîtra son dénouement le 2 juin.

**A** ce jour, seuls les libéraux de Jean Chrétien n'ont pas encore dévoilé leur programme électoral. Le premier ministre rendra publiques les mesures que son parti proposera aux électeurs jeudi dans la capitale fédérale.

### PARTI CONSERVATEUR

Dans son programme, le Parti conservateur de Jean Charest s'engage à créer au moins un million de nouveaux emplois durant son premier mandat s'il est porté au pouvoir.

Reprenant la recette éprouvée par les conservateurs de Mike Harris en Ontario, Jean Charest compte aussi réduire les impôts des particuliers de 10 % dès le dépôt de son premier budget.

Il promet d'équilibrer le budget au plus tard en l'an 2000 et de commencer à rembourser la dette accumulée d'Ottawa qui s'élève à quelque 600 milliards \$. Il réduira les dépenses

gouvernementales de 12 milliards \$ afin de financer la réduction des impôts.

Dans le dossier de l'unité nationale, les conservateurs s'engagent à enchaîner dans la Constitution le caractère distinct du Québec et à réformer le Sénat de façon à permettre aux provinces de nommer leurs candidats.

### PARTI RÉFORMISTE

À l'instar du Parti conservateur, le Parti réformiste propose aussi une réduction des impôts de près de 2000 \$ par famille moyenne, mais seulement lorsque le déficit aura été éliminé, ce que les réformistes veulent faire au plus tard le 21 mars 1999.

Les réformistes veulent réduire la taille de l'État en privatisant notamment la société Radio-Canada, Via Rail et la Société canadienne des postes.

Un gouvernement réformiste augmentera les dépenses en matière de santé et d'éducation d'environ quatre milliards \$, mais il mettra fin aux

transferts de 3,5 milliards \$ aux provinces destinés à financer l'aide sociale.

Les réformistes désirent aussi abolir la nouvelle Loi sur le contrôle des armes à feu, une promesse qu'ont ensuite formulée les conservateurs.

Le Parti réformiste s'oppose à la reconnaissance du caractère distinct du Québec dans la Constitution. Il croit pouvoir séduire les Québécois en leur proposant une importante décentralisation des pouvoirs au profit des provinces.

### NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE

Réduit à neuf sièges aux dernières élections, le Nouveau Parti démocratique promet de réduire de moitié le taux de chômage actuel de 9,3 % dès son premier mandat.

Le programme électoral des néo-démocrates est toutefois peu précis quant aux moyens qu'ils comptent prendre pour y arriver.

Le NPD mettra fin aux compressions budgétaires du gouvernement libéral s'il est porté au pouvoir. En fait, il augmentera les dépenses dans plusieurs secteurs dans l'espoir de créer des emplois.

Un gouvernement néo-démocrate réduira les impôts des moins bien nantis, mais il ira fouiller davantage dans les poches des riches et des grandes corporations.

En ce qui a trait à l'unité nationale, les troupes d'Alexa McDonough préconisent une décentralisation des pouvoirs vers les provinces.

Le NPD reconnaît le caractère différent du Québec et il veut l'enchaîner dans la loi fondamentale du pays.

### BLOC QUÉBÉCOIS

Le Bloc québécois promet de son côté de continuer à défendre les intérêts du Québec à la Chambre des communes.

Comme il n'aspire pas à prendre le pouvoir, les promesses de cette formation souverainiste sont limitées.

Mais le parti de Gilles Duceppe s'engage à talonner le prochain gouvernement afin qu'il réduise les cotisations de l'assurance-emploi et qu'il paie au Québec les deux milliards \$ qu'il réclame pour avoir harmonisé sa taxe provinciale à la TPS.

Il pressera le gouvernement fédéral de permettre aux chômeurs d'utiliser leurs REER sans les pénaliser afin qu'ils puissent créer leurs propres entreprises.

Dans l'opposition, le Bloc québécois tentera de forcer le prochain gouvernement d'adopter une politique limitant les heures supplémentaires des travailleurs.

Il exigera aussi d'Ottawa qu'il remette au Québec les pleins pouvoirs dans le domaine de la culture.

### INTENTIONS DE VOTE FÉDÉRAL

Bloc	Au Québec			
	CROP	SONDAGEM	LÉGER & LÉGER	SOM-LA PRESSE
Bloc	48	44	43	40
PLC	31	37	37	35
PC	17	15	15	19
Autres	3	5	5	6
	du 17 au 23 mars	du 2 au 13 avril	du 16 au 22 avril	du 18 au 23 avril
Bloc	Au Canada			
	GLOBE ENVIRONICS	ANGUS REID	ANGUS REID	
PLC	47	41	42	
PC	16	18	18	
NPD	12	12	11	
Bloc	12	11	13	
Réformistes	12	17	16	
Autres	1	—	—	
	du 11 au 31 mars	du 26 au 31 mars	du 16 au 22 avril	

INFOGRAPHIE, LE SOLEIL

### RÉSULTATS DES ÉLECTIONS DE 1993

Province	Pourcentage des votes valides, par appartenance politique					
	Parti libéral	Bloc québécois	Parti progressiste-conservateur	Parti réformiste	Nouveau Parti Démocratique	Autres
Alberta	25,1	0	14,6	52,3	4,1	3,9
Colombie-Britannique	28,1	0	13,5	36,4	15,5	6,5
Île-du-Prince-Édouard	60,1	0	32	1	5,2	1,7
Manitoba	45	0	11,9	22,4	16,7	4
Nouveau-Brunswick	56	0	27,9	8,5	4,9	2,7
Nouvelle-Écosse	52	0	23,5	13,3	6,8	4,4
Ontario	52,9	0	17,6	20,1	6	3,4
Québec	33	49,3	13,5	0	1,5	2,7
Saskatchewan	32,1	0	11,3	27,2	26,6	2,9
Terre-Neuve	67,3	0	26,7	1	3,5	1,5
Territoires du N.-O.	65,4	0	16,2	8,4	7,7	2,3
Territoire du Yukon	23,3	0	17,8	13,1	43,3	2,5
Canada	41,3	13,5	16	18,7	6,9	3,6

INFOGRAPHIE, LE SOLEIL



Nouveau Parti démocratique

■ **NAISSANCE:** 11 août 1944, à Ottawa, Ontario (52 ans)  
 ■ **PERSONNEL:** Deux enfants. Fille de Lloyd Shaw, un des premiers organisateurs du CCF, l'ancêtre du NPD  
 ■ **ÉTUDES:** Bac de l'Université Dalhousie de Halifax, maîtrise de l'École de travail social des Maritimes  
 ■ **VIE PROFESSIONNELLE:** Travailleuse sociale de formation, elle a été fonctionnaire au Ministère de la Santé et des Services Sociaux de Nouvelle-Écosse et à la ville de Halifax  
 ■ **CARRIÈRE POLITIQUE:** elle fait une première tentative infructueuse aux Communes en 1979, avant de se lancer dans la politique provinciale. Leader du NPD de la Nouvelle-Écosse de 1980 à 1995, elle gagne l'élection de 1981, devenant la première députée néo-démocrate au Parlement de Halifax, et la première femme députée dans cette province jusqu'en 1984. Elle succède à Audrey McLaughlin à la tête du NPD-Canada en octobre 1995.



ALEXA MCDONOUGH



Parti réformiste

■ **NAISSANCE:** 10 juin 1942, à Edmonton, Alberta (54 ans)  
 ■ **PERSONNEL:** marié à Sandra Beavis. Cinq enfants. Fils d'Ernest Manning, premier ministre (créditiste) de l'Alberta pendant 25 ans.  
 ■ **ÉTUDES:** Bac en sciences économiques de l'Université de l'Alberta  
 ■ **VIE PROFESSIONNELLE:** fut propriétaire et directeur d'une entreprise de conseillers en gestion et en recherche; prédicateur évangéliste  
 ■ **CARRIÈRE POLITIQUE:** défait comme candidat du Crédit social en 1965. Fonde le Reform Party en 1987 et en devient le chef. Défait par Joe Clark dans Yellowhead, en 1988. Élu député de Calgary Southwest en 1993.



PRESTON MANNING

### CALENDRIER DES ACTIVITÉS

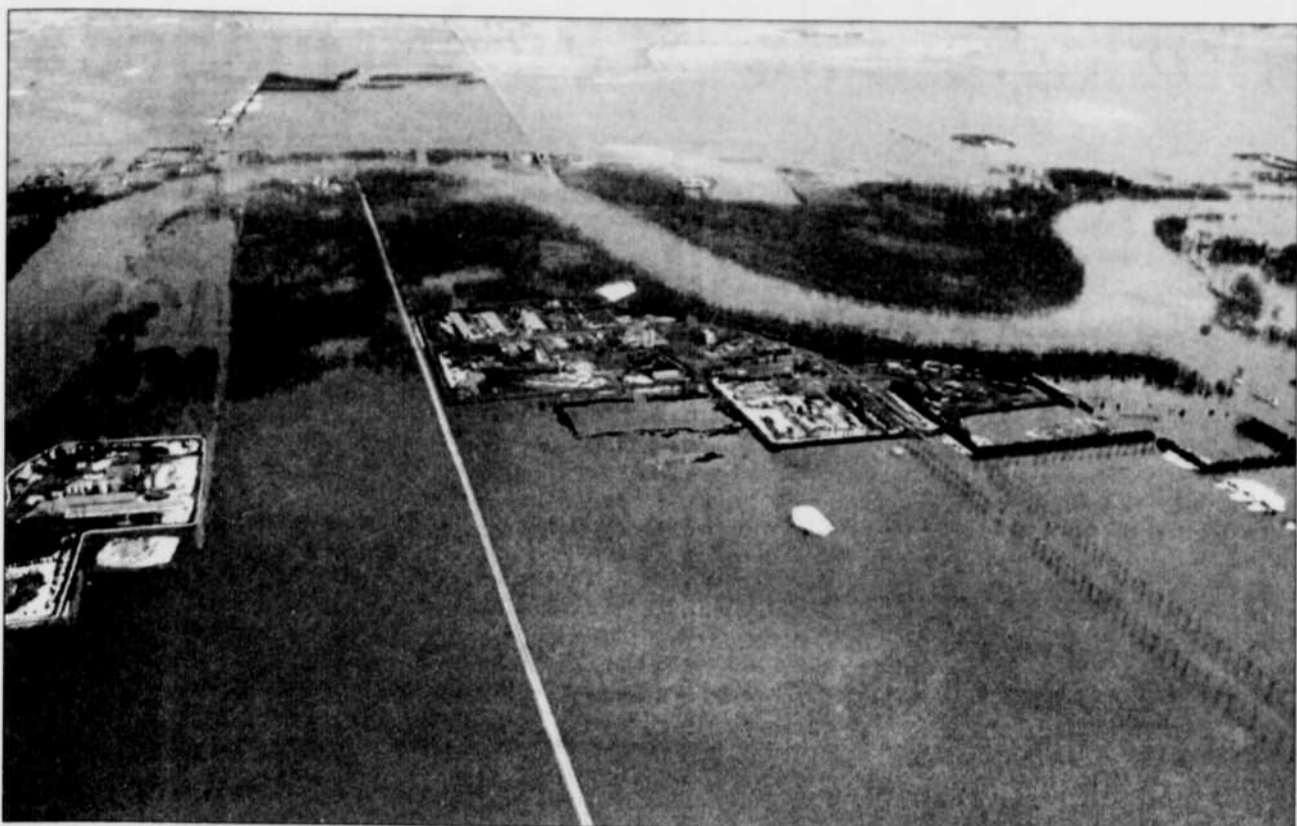
27	émission des brefs
29	les directeurs du scrutin reçoivent les listes préliminaires
30	début de la période de révision
2	distribution des listes préliminaires aux candidats
	communication du plafond de dépenses d'élection aux candidats
jusqu'au 3	préparatifs et ouverture des bureaux des directeurs du scrutin
7-8-9	envoi par la poste des avis de confirmation d'inscription aux électeurs
12	jour des présentations
22	distribution des listes aux candidats pour le vote par anticipation
23-24-26	vote par anticipation
27	fin de la période de révision et date limite pour l'inscription en vue de voter à l'aide d'un bulletin de vote spécial
2	date limite pour la réception des bulletins spéciaux
	JOUR DU SCRUTIN

INFOGRAPHIE, LE SOLEIL

### LE CANADA PAR RÉGIONS EN BREF

	MARITIMES	QUÉBEC	ONTARIO	PRAIRIES	T.-N.O. ET YUKON	COLOMBIE-BRITANNIQUE
<b>Nombre de sièges</b>	10 au Nouveau-Brunswick, 7 à Terre-Neuve, 11 en Nouvelle-Écosse, 4 à l'Île-du-Prince-Édouard	75	103	26 en Alberta, 14 en Saskatchewan, 14 au Manitoba	2 T.-N.O., 1 Yukon	32
<b>Sièges à la dissolution</b>	31 libéraux, 1 conservateur	50 bloc québécois, 19 libéraux, 1 conservateur, 3 indépendants, 2 vacants.	96 libéraux, 2 indépendants, 1 réformiste.	21 libéraux, 25 réformistes, 1 indépendant, 6 NPD, 1 vacant	1 libéral, 1 NPD, 1 vacant	24 réformistes, 6 libéraux, 2 NPD
<b>Courses intéressantes</b>	Dans Halifax, la libérale sortante, Mary Clancy va disputer son poste contre Alexa McDonough (leader du NPD)	Dans Saint-Maurice, Yves Duhaime du Bloc fait la lutte à Jean Chrétien	Le Maj.Gén., à la retraite, Lewis MacKenzie PC contre le député libéral sortant Andy Mitchell dans Parry Sound-Muskoka.	Preston Manning contre Jan Brown ancienne réformiste devenue PC dans Calgary Sud-Ouest	Audrey McLaughlin, ex-leader du NPD et députée sortante, ne se représente pas, la lutte sera serrée entre le NPD, le PLC et le Reform	Habituellement Vancouver Centre vote du côté gagnant, Hedy Fry (PLC) en 1993, Kim Campbell (PC) en 1988
<b>Les grands thèmes</b>	Emploi, industrie de la pêche, programme sociaux, assurance-emploi.	Séparatisme et unité nationale, emploi, économie.	Emploi, économie, taxes, contrôle des armes à feu, environnement, autochtones.	Contrôle des armes à feu, agriculture, économie, déficit, taxes, loi et criminalité.	Contrôle des armes à feu, autochtones, paiements de transfert fédéraux.	Déficit, programmes sociaux, lois et criminalité, autochtones, environnement.

TABLEAU, PC / LE SOLEIL



La rivière, sortie de son lit entre la frontière américaine et Winnipeg, forme un immense lac de 100 km de long sur 30 de large.

## Lueur d'espoir au Manitoba

■ WINNIPEG (AFP) — L'espoir d'en finir avec la crue de la rivière Rouge renaît, à la frontière canado-américaine.

Dans le village d'Emerson, en effet, la crue de la rivière a « plafonné » hier à 30 cm (un pied) sous le niveau initialement prévu, a indiqué le ministre des Ressources naturelles. Les digues érigées autour de ce village, évacué par ses 600 habitants la semaine dernière, tenaient également le coup.

Quelque 10 000 résidents de Winnipeg ont quand même été avisés de se préparer à évacuer à tout moment leur maison, alors que le niveau de la rivière La Salle, un affluent de la rivière Rouge, s'élevait à moins de 25 cm des fondations.

Les autorités gardaient néanmoins espoir que la ville de 700 000 habitants échappe en grande partie aux inondations, grâce à une digue de calcaire de 25 km de long et de 2 m de haut qui devait être achevée hier soir.

Un conseiller municipal, John Angus, s'est toutefois dit inquiet des conséquences de 15 millimètres de pluie attendus aujourd'hui à Winnipeg. « Cette digue est flamboyante neuve, mais nous n'avons pas eu le temps de faire le compactage du calcaire. S'il pleut, des brèches pourraient apparaître », a-t-il dit.

Les Forces armées canadiennes ont commencé la construction de cette digue il y a quelques jours, au vu d'un éventuel reflux de la Rouge dans la rivière La Salle. La gigantesque digue doit également faciliter l'évacuation des eaux de la Rouge par un canal de dérivation d'urgence, construit au sud de la ville à la suite

d'inondations dans les années 1950.

Ajoutant à l'inquiétude, les autorités du ministère des Ressources naturelles prévoient que la Rouge n'atteindra son niveau maximal que le 5 mai à Winnipeg. La rivière, sortie de son lit entre la frontière américaine et Winnipeg, forme un immense lac de 100 km sur 20 à 30 km de large.

Le premier ministre Jean Chrétien a promis une assistance d'urgence à la province, où ces inondations ont déjà causé la mort de trois personnes.

### LES MANOIRS SULLY

offrent aux personnes retraitées ou préretraitées l'occasion d'habiter dans un luxueux manoir

500, RUE ROUSSEAU, VANIER



• Bâtiment avec gicleurs, foyers et jardin extérieur 688-3330

Logement luxueux de 1 1/2 à 4 1/2

Salle à manger avec verrière, grands salons aux étages

SERVICES OFFERTS

- Surveillance 24 heures
- Médecin
- 12 caméras de surveillance
- Entretien ménager
- Service aux tables
- 2 repas et collations
- Bains tourbillons
- Salle de billard
- Salles communautaires

## ARMÉE

### Politique et médias nuisent aux commandants de missions militaires

HALIFAX (PC) — Les commandants des opérations militaires et des forces de maintien de la paix du Canada sont souvent paralysés par des considérations politiques et des bureaucrates tâtilons, rapporte une étude préparée par le ministère de la Défense.

« On constate maintenant certaines réticences à prendre des décisions, en raison notamment de préoccupations d'ordre politique ou médiatique », disent les auteurs du rapport daté d'avril 1996.

« (...) La couverture de l'actualité par les médias suscite une foule de questions chez les politiciens, ce qui donne lieu à des demandes de renseignements provenant du niveau le plus élevé. »

L'étude a porté sur l'efficacité de l'état-major, qui est responsable de la planification et de la réalisation des opérations menées en temps de guerre, ou des activités visant à assurer le maintien de la paix.

Les missions militaires sont souvent mal définies et conçues à la hâte, et elles ne tiennent pas compte des limites imposées aux militaires de rang inférieur, écrit-on. « Pour plusieurs interventions, particulièrement celles qui sont menées au niveau international, aucune mission précise n'est prévue pour les Forces armées canadiennes,

et la mise en place des ressources militaires se fait habituellement à la dernière minute », dit le rapport, dont une copie a été obtenue en vertu de la Loi d'accès à l'information.

Les ordres importants, par exemple lorsque les soldats sont autorisés à faire feu dans certaines situations dangereuses, sont souvent donnés au dernier moment.

Selon l'étude, les bureaucrates du quartier général accablent souvent de questions les commandants pendant les opérations militaires. En ex-Yougoslavie, ces demandes de renseignements furent tellement nombreuses qu'elles imposèrent « un stress inutile aux officiers responsables ».

Le ministre de la Défense, Doug Young, n'éprouve aucun regret. « Nous vivons en démocratie, dit-il. La politique du gouvernement passe en premier. L'armée fait ce qu'on lui demande de faire. »

Cette réaction est aussi celle de l'analyste Fred Crickard, lui-même vice-amiral à la retraite. « Peut-on donner des directives précises dans une situation comme celle du Zaïre? Qui sont les alliés, qui sont les ennemis? Les militaires aiment bien que les choses soient précises, mais le monde ne fonctionne plus de cette façon. »

### Une étude de la Défense met l'accent sur l'improvisation

### GESTION FINANCIÈRE INFORMATISÉE

**DÉBUT:** 26 mai 1997  
**DURÉE:** 3 sessions (52 semaines)  
**DIPLÔME:** ATTESTATION D'ÉTUDES COLLÉGIALES

Ce programme est destiné aux personnes désireuses de faire carrière dans le domaine de la gestion des affaires. Dans une économie constamment en changement où une gestion saine et l'utilisation de l'informatique sont devenues des nécessités absolues, vous serez familiarisés avec les domaines tels que:

- **COMPTABILITÉ** (base, avancée, informatisée)
- **FINANCE, FISCALITÉ, MARKETING, ÉCONOMIE**
- **LOGICIELS:** Word, Excel, Access, Fortune 1000, Windows, Internet, informatique de gestion, etc.

Tous les étudiants sont admissibles aux: PRÊTS ET BOURSES, au PROGRAMME SPRINT, et/ou à l'ASSURANCE-EMPLOI. SERVICE D'AIDE AU PLACEMENT.

INSCRIPTION DÈS MAINTENANT



Orienté vers l'avenir depuis plus de 80 ans  
**522-3906**  
751, côte d'Abraham, Québec

### LA CHRYSLER INTREPID 1997



LA VENTE FRÉNÉSIE DU PRINTEMPS!

21 271\$\* 268\$\*\*  
PAR MOIS  
TERME DE 30 MOIS, COMPTANT INITIAL DE 3 700 \$.

La Chrysler Intrepid 1997

- L'ensemble 22C comprend : Deux sacs gonflables • Moteur V6 MPI de 3,3 litres • Transmission automatique à 4 rapports • Climatiseur
- Volant inclinable/régulateur de vitesse • Radio-cassette AM/FM stéréo • Deux rétroviseurs extérieurs chauffants à commande électrique
- Vitres et verrouillage des portes électriques • Et plus encore...

Association publicitaire des concessionnaires Chrysler Inc.

750 \$ AUX DIPLOMÉS

Remise en argent additionnelle de 750 \$ à l'achat du véhicule Chrysler 1997 de votre choix en plus de tout autre rabais offert. Cette offre se termine le 31 décembre 1997.

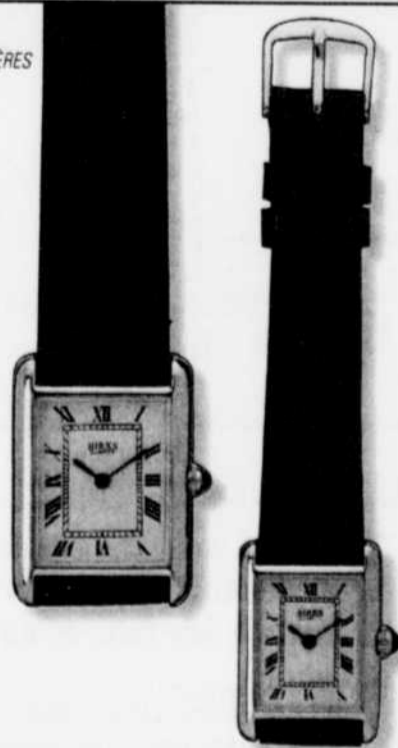


Programme d'aide pour handicapés physiques. Tous les détails chez le concessionnaire.

VOTRE CONCESSIONNAIRE **CHRYSLER** QUELQU'UN DE FIABLE

\*Remise du fabricant incluse. Transport (790 \$), immatriculation, taxes et assurances en sus.  
\*\*Remise du fabricant incluse. Tarif mensuel établi d'après la description du véhicule ci-haut. Terme de 30 mois. Transport (790 \$), immatriculation, assurances et taxes en sus. Sous réserve de l'approbation de Credit Chrysler Canada Ltée. Le premier versement sera exigé. Location pour usage personnel. Rachat non requis. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 51 000 km, au taux de 9 c le km. Offre d'une durée limitée, chez les concessionnaires participants. Le concessionnaire peut vendre/louer à un prix moindre et avoir à commander.

BONNE FÊTE DES MÈRES



### Classique de tous les temps

Montres Birks d'un style immortel...Plaqué or, verre de cristal, résistantes à l'eau et mouvement au quartz. Pour elle et lui 195 \$ ch.

Garantie Birks de 3 ans • Gravure sans frais  
Remplacement de la pile gratuit à vie



**BIRKS**  
JOAILLIERS DEPUIS 1879

PLACE STE-FOY 653-4035  
POUR COMMANDER, COMPOSEZ LE 1-800-682-2622

http://www.birks.com

# La maladie du légionnaire logeait au «2 Place Québec»

MICHEL CORBEIL  
Le Soleil

QUÉBEC — Pour contrer la maladie du « légionnaire », Québec devrait forcer les responsables de grands édifices à bureaux à lui faire rapport sur le fonctionnement des tours de refroidissement.

Réjean Paradis, Nicole Boulianne, Sylvain Allaire et Denis Gauvin, du Centre de santé publique, en viennent à cette conclusion après s'être penché sur la toute première épidémie de « légionellose » diagnostiquée dans la province. Cette dernière a frappé, en mai et juin 1996, dans la Haute-Ville de Québec.

En conférence de presse, il y a quelques jours, les spécialistes ont indiqué que la bactérie, qui a affecté 12 personnes et fait un mort, a été bel et

bien retrouvée dans deux des tours de refroidissement du «2 Place Québec», situé à proximité du Centre des Congrès. Des analyses ont révélé la présence d'un autre type de bactéries du « légionnaire » dans trois autres tours de refroidissement, toujours en Haute-Ville.

Les experts n'ont pas révélé quels édifices abritaient ces réservoirs contaminés, pas plus que les 14 autres bâtisses inspectées n'ont été identifiées.

Selon eux, les mesures correctrices ont été apportées dans tous les cas. Retombée positive du drame, il y eu décontamination massive des tours qui se trouvent dans la région, et pas seulement à Québec, rapportent-ils.

Leur recommandation principale est claire. Pour empêcher la répétition des événements, « il faut confier à un orga-

nisme gouvernemental la responsabilité d'émettre des normes sur la conception, le fonctionnement et l'entretien des tours de refroidissement et d'assurer le respect de l'application de ces normes ».

En entrevue, le directeur du Centre de la santé publique, Michel Vézina, laisse entendre « que nous n'avons pas identifié qui pourrait hériter de la responsabilité. Je pense personnellement que ce pourrait être la Régie du bâtiment, mais je ne suis pas un expert en champ d'expertise ». Il suggère aussi que le ministère de l'Environnement ou encore celui de la Santé et des Services sociaux en soit le titulaire.

Chose certaine, poursuit-il, « nous

voulons des règles du jeu claires. Que les propriétaires ou gestionnaires de tels immeubles soient obligés de fournir un rapport de conformité » de leurs installations.

Un accident comme celui du printemps dernier peut théoriquement se reproduire à Sherbrooke, Beauport, Rimouski ou dans n'importe quelle ville abritant de grands édifices à bureaux, signale M. Vézina. Dans ces endroits, l'eau des systèmes de climatisation stagne pendant de longs mois avant d'être remise en circulation, à ce temps-ci de l'année.

À Québec, les experts n'ont trouvé aucun gestionnaire coupable d'une quelconque négligence, tous ayant des contrats d'entretien. Ils ont insisté sur

l'aspect préventif de leur approche: en plus de sensibiliser les propriétaires d'immeubles, ils estiment que les médecins se montreront plus vigilants à identifier une maladie difficile à diagnostiquer.

Des études antérieures ont indiqué que le tiers des chauffe-eau électriques des résidences contiennent de telles bactéries. Par contre, le mode de propagation de la maladie — les personnes atteintes doivent absorber directement des gouttelettes d'eau infectée — exclut que l'épidémie découle de ces appareils domestiques. Ce qui se trouve dans les maisons peut être à l'origine du cas ou des deux cas qui sont répertoriés annuellement dans la région de Québec. Les grands immeubles à logement ne sont pas plus à risques pour une épidémie de « légionellose ».

**À Québec  
aucun  
gestionnaire  
était  
coupable**

## La couverture des élections fédérales à Radio-Canada



**Bernard Derome**  
Télévision



**Jean-François Lépine**  
Télévision



**Geneviève Asselin**  
RDI



**Daniel Lessard**  
RDI



**Raymond Archambault**  
Radio



**Gisèle Lalande**  
Radio

### La force d'un réseau



Radio-Canada  
Télévision



RDI



Radio-Canada  
CBV 980

#### essentielle

Attentive à vos préoccupations, la télévision de Radio-Canada va au-delà des faits et ouvre le débat.

**ÉLECTIONS 97, LE JOURNAL**  
à 18 h 30 en semaine  
avec Bernard Derome  
et Michel Cormier.

**LE TÉLÉJOURNAL**  
et **LE POINT** dès 22 h.

Des **ÉMISSIONS SPÉCIALES**  
au fil des événements.

#### immédiate

D'heure en heure, de l'Atlantique au Pacifique, la campagne électorale évolue en direct sur RDI.

**AUJOURD'HUI**  
7 jours sur 7 à 17 h.

**DÉCISION 97**  
7 jours sur 7 à 23 h.

Des débats avec les 5 partis politiques à **FORUM 97** les samedis 15 h avec Daniel Lessard.

Des **ÉMISSIONS SPÉCIALES**  
au fil des événements.

#### accessible

Peu importe où vous êtes, la radio de Radio-Canada vous offre une analyse en profondeur des élections fédérales.

Des **NOUVELLES**  
24 heures sur 24.

En semaine, **LE MIDI-15**  
avec Jean Dussault;  
**LES ACTUALITÉS** de 13 h  
et 17 h 30 avec Gisèle Lalande.

**DIMANCHE MAGAZINE**  
à 9 h avec Ginette Lamarche.

Des **ÉMISSIONS SPÉCIALES**  
au fil des événements  
avec Raymond Archambault.

## Trois morts sur les routes, en fin de semaine

MONTRÉAL (PC) — Au moins trois personnes ont perdu la vie accidentellement, au Québec, au cours de la fin de semaine.

Un jeune homme de 24 ans, Stéphane Mathieu, de Saint-Odilon, a perdu la vie, samedi, dans une collision frontale impliquant deux voitures en début d'après-midi sur la route 173, à Saint-Joseph, en Beauce. Six autres personnes ont été blessées dont une gravement. La victime effectuait un dépassement dans une pente lorsque l'accident est survenu. Le jeune homme n'aurait pas vu l'automobile qui circulait en sens inverse.

Un adolescent âgé de 14 ans, Édouard Poirier, est décédé samedi soir après avoir été heurté par le conducteur d'une camionnette, à Nouvelle, en Gaspésie.

Le conducteur de 32 ans, qui s'est enfui après l'accident, a été arrêté au domicile de son père. Il a refusé de subir l'alcootest et comparaitra aujourd'hui au palais de justice. La victime, qui circulait à bicyclette, était accompagnée de deux amis chaussés de patins à roues alignées. L'un d'eux a aussi été frappé et blessé gravement, mais l'autre adolescent a réussi à éviter le chauffard.

Enfin, Stéphane Beauregard, 25 ans, de Saint-Simon a perdu la vie tôt samedi, à Sainte-Hélène-de-Bagot, lorsqu'il a perdu la maîtrise de son véhicule et est entré en collision avec un ponceau.

### IL N'A PAS SURVÉCU AUX BLESSURES

Par ailleurs, Frédéric Marcoux, 12 ans, un des trois cyclistes happés par une voiture près de Saint-Denis-de-Brompton vendredi matin, est mort à l'hôpital en début de fin de semaine. Son frère, Ludovic, et un copain, Guillaume Grenier, demeuraient encore hospitalisés.

Les trois cyclistes avaient été happés par une voiture sur la route 249, près du rang VI, son conducteur ayant dû diriger son véhicule sur l'accotement pour éviter une camionnette qui venait de freiner brusquement devant lui; il n'avait pas vu les cyclistes au moment de sa manoeuvre.

**parlez l'anglais, l'espagnol ou le français d'ici l'été pour 275 \$**

Vous parlerez votre nouvelle langue plus vite que vous ne le pensiez, et ceci grâce à notre Méthode renommée mondialement, à nos professeurs qui enseignent leur propre langue, ainsi qu'au support pédagogique Berlitz! L'ambiance chez Berlitz est amicale et détendue et les horaires de cours à votre convenance, durant la journée, le soir ou le samedi.

D'autres langues sont également disponibles. Appelez-nous tout de suite! Renseignez-vous sur notre choix de programmes de cours privés ou de groupes.

- COURS DÉDUCTIBLES D'IMPÔT  
\*Prix calculé sur la base d'une classe d'au moins 6 (six) élèves. Taxes non incluses.

**Berlitz**

880, aut. Dufferin - Montmorency  
529-6161

**STCUQ**  
Société de transport de la Communauté urbaine de Québec  
**APPEL D'OFFRES**  
La STCUQ demande des offres pour la fourniture de  
**CARBURANT DIESEL**  
Dossier CL9701  
**LUBRIFIANTS** Dossier CL9702  
**ESSENCE SANS PLOMB**  
Dossier CL9703

Les documents de soumission sont disponibles à la Division de l'approvisionnement, au 720, des Rocailles, Québec, G2J 1A5 - (tél.: 627-2351, poste 211).

Pour chaque dossier, la soumission doit être présentée sur les bordereaux fournis par la Société, transmise sous enveloppe cachetée et être accompagnée d'un chèque visé ou d'un cautionnement de soumission au montant de mille dollars (1000\$).

Pour être valablement reçues, les soumissions doivent se trouver à la Division de l'approvisionnement, le 12 mai 1997, au plus tard à 14 heures (carburant diesel), 14h15 (lubrifiants), 14h30 (essence sans plomb). Les soumissions seront ouvertes aux heures indiquées ci-dessus pour chaque dossier.

La STCUQ ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions et n'encourt aucune obligation de quelque sorte envers le ou les soumissionnaires.

Paul Arturi  
Chef de l'approvisionnement  
Québec, le 28 avril 1997

## Démantèlement d'un réseau de vol de pièces... d'avions!

GRANBY (PC) — Un Granbyen de 49 ans, spécialiste du recel de pièces d'autos et récemment recyclé dans celui de pièces d'avions, devra répondre d'accusations relatives à ce commerce fort lucratif, mais illégal, à Alma, au Lac-Saint-Jean, dans quelques semaines.

Son arrestation coïncide avec le démantèlement du petit réseau qu'il dirigeait depuis quelques mois. En compagnie de trois complices, il aurait écumé le Québec, à la recherche de petits appareils non surveillés.

**« Dérangés »  
alors  
qu'ils  
dépeçaient  
un  
Cessna**

Par exemple, le groupe s'affairait à dépecer littéralement un Cessna 185 dans la région de Hébertville (Lac-Saint-Jean), le 15 avril, quand il a été « dérangé ». Les voleurs ont abandonné sur le bord d'une route les principales composantes qu'ils avaient carrément découpées à la hache et aux cisailles.

Ils ont eu le temps de fuir avec quelques pièces aisément transportables. Mais ils ne sont pas passés tout à fait inaperçus. Au point que leur signale-

ment a été fourni à la police, qui a mené, hier, une double perquisition.

Les agents du Bureau des enquêtes criminelles de la Sûreté du Québec de Chicoutimi, secondés par des enquêteurs des détachements locaux, sont donc débarqués hier matin à Granby et à Montmagny, interpellant un suspect à chaque endroit.

Chacun a été interrogé longuement, puis relâché.

Deux autres individus sont encore recherchés pour leur présumée participation à ces activités criminelles.

Nulle part, toutefois, n'a-t-on trouvé les pièces manquantes.

Il n'est cependant pas impossible qu'elles aient été acheminées à l'extérieur du pays: en raison de la stricte réglementation et de la multiplication des vérifications, le marché de la vente de telles pièces volées serait en effet trop risqué au Canada.

Les enquêteurs attribuent au réseau trois ou quatre vols de pièces de petits appareils depuis quelques mois.

La revente des pièces constitue certes un marché très lucratif, selon la police, compte tenu du prix de vente des appareils (complets), pouvant dépasser les 100 000 \$ dans certains cas.

# VOTRE VÉHICULE VA SE FÂCHER SI VOUS ALLEZ AILLEURS

## MISE AU POINT COMPLÈTE

- Vérification par ordinateur.
  - Remplacement des filtres à air et à essence.
  - Remplacement des bougies.
- Léger surplus pour les bougies platines.

- 3 cyl. 119,95 \$
- 4 cyl. 139,95 \$
- 6 cyl. 159,95 \$
- 8 cyl. 169,95 \$

- VÉRIFICATION COMPLÈTE DU SYSTÈME D'ALLUMAGE, DU CIRCUIT DE CHARGE, DU CALAGE ET DU RALENTI.

- INSPECTION DES RACCORDS DE LA BATTERIE, DE LA TRINGLERIE DU VOLET D'ADMISSION, DU SYSTÈME D'INJECTION DU CARBURANT ET DE L'AJUSTEMENT DES COURROIES.

- INSPECTION VISUELLE DES VALVES R.G.E. ET R.G.C.
- NETTOYAGE DU VOLET D'ADMISSION.
- ESSAI ROUTIER.

3 cylindres  
**119<sup>95</sup>**  
PRIX SANS MAUVAISES SURPRISES



**Service Goodwrench**  
Votre véhicule l'exige

Ces offres s'appliquent à la plupart des voitures et camionnettes GM. Prix en vigueur jusqu'au 31 décembre 1997. TPS et TVQ en sus. Voyez votre concessionnaire GM Service Goodwrench pour plus de détails. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre.

Pour connaître votre concessionnaire GM Goodwrench le plus près, composez sans frais: 1 800 463-7483.



## RÉFORME TRUDEL

## Les syndiqués municipaux ne se laisseront pas faire

Ils promettent un automne chaud si Québec persiste à vouloir s'ingérer dans les relations de travail

■ MONTRÉAL (PC) — Les travailleurs à l'emploi des municipalités n'entendent pas s'en laisser imposer par le gouvernement du Québec. Ils demandent à Québec de préciser ses intentions quant à leur avenir.

La Coalition québécoise du secteur municipal, qui représente 50 000 cols bleus, blancs, policiers et pompiers, annonce un automne chaud si Québec persiste à vouloir s'ingérer par un décret ou une loi dans les relations de travail des municipalités.

La coalition annonce aussi qu'elle ne s'engagera pas non plus dans une négociation centralisée des conditions de travail dans le secteur municipal où Québec compte réduire le coût de la main-d'œuvre de 250 millions \$.

« Nous lui repons ce matin la question que tous, sans exception, lui ont posée depuis vendredi matin: que fera le gouvernement le 2 septembre si les résultats demandés ne sont pas sur la table? », a demandé Gilles Charland, directeur québécois du Syndicat canadien de la fonction publique et porte-parole de la coalition québécoise du secteur municipal. « Les sabots du gouvernement sont gros, très gros! On voudrait faire avec le secteur

municipal un « remake » fidèle de ce qui s'est fait dans le secteur public », a-t-il ajouté.

Il y a cependant, selon lui, une différence majeure: les municipalités constituent autant d'employeurs autonomes, tant sur le plan de la gestion que sur celui des négociations de conventions collectives, « et nous ne tolérerons jamais que le gouvernement, que ce soit par décret, loi spéciale ou modification du Code du travail, s'ingère dans les champs des relations de travail au niveau municipal ».

Dans ce contexte, la coalition sent le besoin de voir le gouvernement annoncer clairement ses couleurs. Le ministre des Affaires municipales, Rémy Trudel, doit donc, selon son vœu, déposer rapidement sur la table une proposition plus détaillée et la facture pour chaque municipalité, « ne serait-ce que pour dissiper un tant soi peu le vent de scepticisme qu'a engendré son intervention de vendredi et clarifier une fois pour toutes où il niche par rapport à la demande insistante d'une loi spéciale par les municipalités », a conclu le porte-parole de la coalition.



Rémy Trudel

**La Coalition exige une proposition détaillée et la facture**

## CONSTRUCTION

## Signature des premières conventions

■ MONTRÉAL (PC) — Des représentants de l'Association de la construction du Québec (ACQ), de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) et du Conseil Provincial des métiers de la construction, ont procédé, hier, à la signature des premières conventions collectives dans les secteurs institutionnel, commercial et industriel.

La durée de la convention sera d'un an seulement après une ronde de négociations de deux ans.

Les conventions s'appliquent dès maintenant et comportent une augmentation salariale de 3%. Ces deux ententes concernent les secteurs institutionnel-commercial et industriel de la construction.

«... Nous venons de prouver au gouvernement que nous sommes capables de nous prendre en mains et de gérer nos relations de travail en adultes responsables », a déclaré le président de

l'ACQ, André St-Martin. Pour sa part, le ministre du Travail, Matthias Rioux, s'est dit d'avis que « certains ne croyaient pas que cela serait possible mais, encore une fois, nous avons gagné

**Premiers contrats de travail à avoir été librement négociés dans l'industrie depuis 1980**

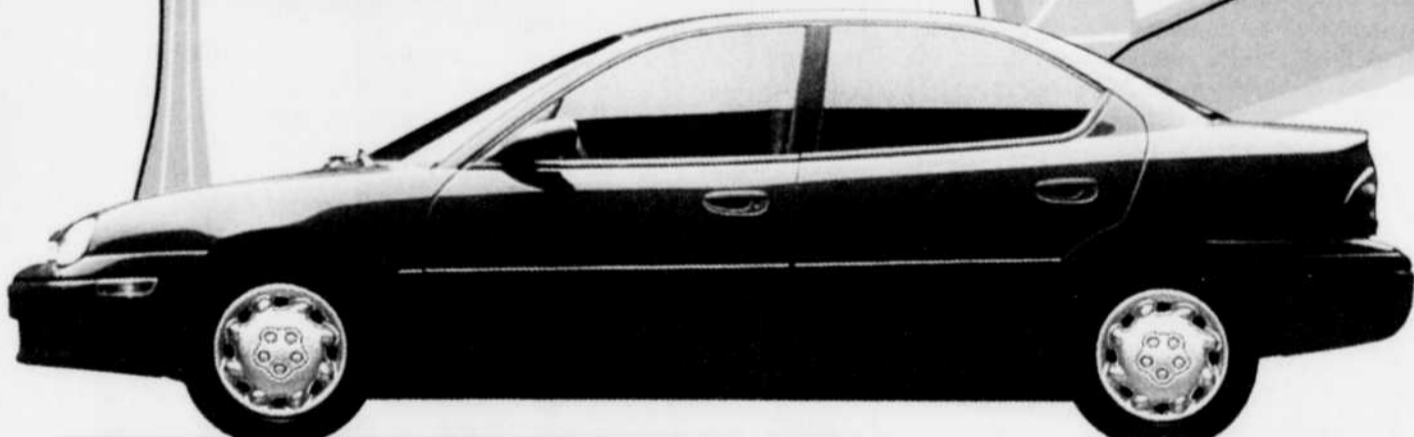
notre pari en confiant l'exercice des négociations à des parties responsables, afin qu'elles arrivent à des ententes, sans que le gouvernement n'ait à intervenir ».

Il s'agit des deux premières conventions collectives à avoir été librement négociées dans l'industrie de la construction depuis 1980.

## LA NEON 1997

# LE PRINTEMPS NOUS REND FOUS!

UNE TONNE D'ÉQUIPEMENT!  
UN SEUL PRIX VRAIMENT LÉGER!



299\$\*  
PAR MOIS

TERME DE 30 MOIS. PAS DE COMPTANT INITIAL!

TOUT EST INCLUS!

PAS DE COMPTANT INITIAL  
PAS DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ  
TAXES INCLUSES  
TRANSPORT INCLUS

CLIMATISEUR ET TRANSMISSION AUTOMATIQUE INCLUS

La Neon Highline 4 portes 1997

L'ensemble 22 D comprend : Climatiseur • Transmission automatique • Deux sacs gonflables • Moteur 2 litres à 16 soupapes développant 132 chevaux • Direction assistée • Freins assistés à disques à l'avant • Cabine à habitacle avancé • Radio AM/FM stéréo • Et plus encore...

750 \$ AUX DIPLÔMÉ(E)S

Remise en argent additionnelle de 750 \$ à l'achat du véhicule Chrysler 1997 de votre choix en plus de tout autre rabais offert. Cette offre se termine le 31 décembre 1997.

Association publicitaire des concessionnaires Chrysler Inc.



Programme d'aide pour handicapés physiques  
Tous les détails chez le concessionnaire

VOTRE CONCESSIONNAIRE

CHRYSLER

QUELQU'UN DE FIABLE

\*Remise du fabricant incluse. Tarif mensuel établi d'après la description du véhicule ci-haut. Terme de 30 mois. Transport et taxes inclus. Immatriculation et assurances en sus. Sous réserve de l'approbation de Crédit Chrysler Canada Ltée. Le premier versement sera exigé. Location pour usage personnel. Rachat non requis. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 100 000 km, au taux de 9 c le km. Offre d'une durée limitée, chez les concessionnaires participants. Le concessionnaire peut louer à un prix moindre et aller à commander.

## Avoir un emploi n'est plus une garantie contre la pauvreté

■ QUÉBEC (PC) — Avoir un emploi ne met plus à l'abri de la pauvreté, constate le Conseil de la santé et du bien-être dans une étude qu'il vient de rendre publique.

Pour atteindre un revenu équivalent au seuil de pauvreté, il fallait en 1976 travailler pendant 41 heures au salaire minimum alors qu'il faut maintenant travailler à ce taux du salaire minimum pendant 73 heures pour obtenir le même gain.

Le Conseil a calculé que le seuil de revenu requis à une personne seule pour vivre à Montréal était de 16 874 \$ par année. Or, la prestation maximale d'aide sociale pour une personne seule était de 620 \$ par mois, soit 7440 \$ par année. Même une personne âgée de 65 ans ou plus touchant le maximum de la sécurité de vieillesse et de la sécurité du revenu ne recevrait qu'un maximum annuel que de 10 264 \$.

Il s'ensuit qu'au Québec, 20,2% de l'ensemble de la population vit sous le seuil de faible revenu, soit plus d'un million et demi de Québécois. « La pauvreté a progressé de façon importante entre 1990 et 1994, particulièrement chez les jeunes ménages », constate le Conseil.

C'est pourquoi le Conseil, qui préside l'ancien président de la CSN, le syndicaliste Norbert Rodrigue, organise pour janvier 1998 un Forum national pour réfléchir collectivement sur le développement social et la pauvreté.

## LES NOUVEAUX PAUVRES

La pauvreté n'est pas seulement une question de revenus, affirme le Conseil dans son étude. On retrouve désormais de plus en plus d'individus qualifiés de « nouveaux pauvres ».

Il s'agit de personnes qui se sont crues longtemps à l'abri de la pauvreté et qui sont devenues victimes des vagues de « rationalisation » et de licenciements dans le secteur public ou dans l'entreprise privée: travailleurs mis à pied ou déclassés, professionnels sans contrat, travailleurs à emploi précaire, chômeurs bardés de diplômes.

« Le phénomène de la nouvelle pauvreté indique qu'il serait vain de rechercher les causes de la pauvreté chez les individus eux-mêmes. La pauvreté est liée au contexte entourant ceux-ci », analyse le Conseil.

Par exemple, la pauvreté rend plus difficile la participation de l'individu à la vie sociale. « Pour bon nombre de personnes pauvres, ne pas avoir d'emploi signifie souvent le repli sur soi et sur les proches ». De plus, l'étiquette de pauvreté véhicule des préjugés et des stéréotypes. « Certains comportements qui sont encouragés et considérés comme rationnels chez les gens ordinaires sont décriés chez les pauvres: garder des enfants au noir est associé à de la fraude; recourir aux comptoirs alimentaires devient de l'abus et une démonstration de dépendance; frauder l'aide sociale devient « un crime beaucoup plus grave » que frauder l'impôt.

**Un Forum national de réflexion en 1998**

## EN BREF

## ZELLERS

### Les employés menacés accentuent leur pression

Les travailleurs du Centre de distribution Zellers de Montréal-Nord envisagent d'étendre leur action à tout le Québec. Ces travailleurs, menacés de perdre leur emploi depuis l'annonce de fermeture du centre, ont reçu hier l'appui de près de 300 consommateurs venus leur remettre leurs cartes de crédit Zellers, La Baie et celle du Club Z. Le syndicat, affilié à la CSN, étudie la possibilité de répéter l'expérience ailleurs. Les 325 syndiqués touchés réclament leur reclassement au sein d'autres composantes et la priorité d'emploi pour ceux qui seront mis à pied. (PC)

## LE MONDE

EN BREF

FRANCE

## Jospin avoue avoir fumé du haschisch

Comme Bill Clinton, Lionel Jospin a fumé du haschisch, mais contrairement au président américain qui affirme n'avoir fumé qu'une fois dans sa vie « sans inhaler », le chef de l'opposition socialiste française y a goûté deux fois. « Ce n'est pas grave », a confié hier lors d'une interview sur la chaîne de télévision Canal + Lionel Jospin, qui serait vraisemblablement appelé à gouverner la France, si les Français envoyaient une majorité de gauche à l'Assemblée nationale lors des élections législatives des 25 mai et 1<sup>er</sup> juin. « Ça m'est arrivé une fois aux États-Unis avec une jeune femme et puis je crois une fois en France. Cela ne m'a pas paru avoir un intérêt décisif », a-t-il ajouté. Lionel Jospin a affirmé que s'il devenait premier ministre il ne légaliserait pas le haschisch. « Légaliser, ça a l'air de justifier. Pénaliser, c'est absurde. Je crois que c'est un peu entre les deux qu'il faut trouver une issue », a estimé le chef du PS. (AFP)

BRÉSIL

## 449 ans de prison

Un ancien officier de police brésilien, Paulo Roberto Alvaranga, reconnu coupable du meurtre de 21 habitants d'un bidonville de Rio, a été condamné hier à 449 ans et huit mois de prison. Il s'agit du premier des 52 policiers jugés pour ce massacre commis le 28 août 1993. Ce jour-là, des voitures non immatriculées transportant des hommes masqués et armés avaient pénétré à l'intérieur du quartier misérable de Vigário Geral. Les individus étaient ensuite descendus de voiture et avaient ouvert le feu. L'un d'eux avait lancé une grenade contre un kiosque, tuant une personne. D'autres avaient fait irruption dans une maison et abattu les huit membres d'une famille. Les procureurs ont affirmé que les tueurs avaient agi par vengeance. La veille, quatre membres de la police montée avaient été tués à Vigário Geral, probablement par des trafiquants de drogue qui contrôlent les bidonvilles de Rio. Ce massacre, intervenu un mois à peine après le meurtre par la police de Rio de huit enfants des rues, avait provoqué des appels massifs en faveur d'une réforme de la justice et de la police. (AP)

ALGÉRIE

## Exode des cerveaux

Quelque 410 000 Algériens ont quitté leur pays, sans y revenir, en six ans, de 1990 à 1995, un exode qui correspond, dans le temps, à la montée en puissance du mouvement islamiste, selon une étude de l'Office national des statistiques (ONS) citée hier par un quotidien. Cet exode a notamment saigné le pays d'une partie de ses cadres de haut niveau et intellectuels, dont beaucoup sont réfugiés en France. Les chiffres de l'ONS, cités par le quotidien privé Al-Khabar, ne prennent pas en compte l'émigration clandestine. Les départs se sont accélérés au moment où le pays s'est engagé dans la violence et a reflé, semble-t-il, avec le durcissement des conditions d'obtention des visas de sortie, selon les chiffres cités. En 1992, début des affrontements à grande échelle entre les forces de sécurité et les groupes armés islamistes 106 769 personnes ont quitté le pays, et 112 759 en 1993 lorsque ont commencé les assassinats massifs de femmes, des intellectuels, des journalistes et des universitaires. Selon un exemple cité par El-Khabar, plus de 1000 enseignants ont quitté l'université d'Oran, la seconde ville du pays. (AFP)

## Jean-Paul II rentre à Rome

Le pape Jean Paul II est arrivé à Rome hier soir peu après 20h30 au terme d'une visite de trois jours en République tchèque. Cette visite consacrée au millénaire du martyre de Saint Adalbert, archevêque de Prague, est la troisième en République tchèque depuis le début de son pontificat. Jean-Paul II doit se rendre à Beyrouth le 10 et le 11 mai, en Pologne du 30 mai au 10 juin, à Paris du 22 au 24 août, à Rio de Janeiro du 2 au 5 octobre et à Cuba du 21 au 25 janvier 1998. (AFP)

ZAÏRE

## Kabila riposte

Le chef des rebelles donne 60 jours au HCR pour retrouver 85 000 réfugiés

■ KISANGANI, Zaïre (AFP, AP) — Le chef rebelle Laurent-Désiré Kabila a choisi la contre-attaque, face aux accusations internationales, en mettant le HCR devant un terrible défi : localiser et rapatrier plus de 85 000 réfugiés en 60 jours.

Soixante jours, « c'est amplement suffisant » a lancé hier à Kisangani le leader de la rébellion zairoise, qui évalue le nombre de réfugiés hutus rwandais autour de cette ville entre « 30 000 et 60 000 » seulement.

« C'est court, mais on va essayer. Ce n'est pas un problème de moyens mais d'entraves », lui a immédiatement répondu le coordinateur régional du Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR).

La rébellion était depuis plusieurs jours sous le feu des critiques d'une communauté internationale choquée, horrifiée par la disparition dans la profonde forêt équatoriale de dizaines de milliers d'hommes, femmes, enfants, souvent épuisés et malades.

L'indignation internationale était à la hauteur de la légèreté avec laquelle M. Kabila traitait cette catastrophe

humanitaire, qualifié de « petit problème » dès son arrivée à Kisangani samedi soir.

DÉMENTI

Le leader rebelle a démenti en bloc toutes les allégations de massacres, parlant de « campagne mensongère », et acceptant même une commission d'enquête « impartiale » pour faire la lumière sur la fuite des réfugiés de leurs camps en début de semaine.

Pour M. Kabila, les réfugiés ne font que répéter ce que les anciens soldats hutus rwandais, cachés dans les camps, leur demandent de dire. « Il y a une campagne délibérée d'accusation contre l'alliance », a-t-il affirmé.

Selon M. Kabila, les réfugiés ont fui les attaques contre les troupes rebelles près des camps. « Nous avons été les seuls à rassembler les réfugiés », a-t-il déclaré, notant que les réfugiés

se regroupaient à environ 95 kilomètres au sud de Kisangani. Il a promis le « libre accès », pour les organisations internationales, aux zones où se cachent les réfugiés hutus rwandais, ainsi qu'une entière collaboration.

Cette promesse devrait être mise à l'épreuve dès aujourd'hui par des responsables humanitaires frustrés et remontés car bloqués à Kisangani depuis une semaine par les rebelles.

Elle pourrait en outre très vite devenir à double tranchant pour la rébellion. Si les agences de l'ONU et les organisations humanitaires rencontrent de nouvelles « entraves » dans leurs actions, le chef rebelle aura moins d'arguments à faire valoir.

RENCONTRE

Le président zairois Mobutu Sese Seko et M. Kabila devraient par ailleurs se rencontrer en début de semaine. De source officielle américaine, on estimait que cette rencontre devrait avoir lieu dès aujourd'hui à Kisangani en présence de l'ambassadeur des États-Unis à l'ONU, Bill Richardson.

## Les sept grands à Washington



Les ministres des Finances du G 7 et leurs sous-ministres prenaient l'air à l'extérieur de l'édifice du département du Trésor, hier à Washington. Leurs travaux sont dominés par l'évolution de la parité entre le yen et le dollar. Cette rencontre du G7, traditionnelle avant les réunions de printemps du FMI et de la Banque Mondiale, se déroule alors que trois pays, la France, la Grande-Bretagne et le Canada sont en campagne électorale. Le ministre canadien Paul Martin n'est d'ailleurs pas venu à Washington, et s'est fait remplacer par son sous-secrétaire James Judd, tandis que le chancelier de l'Échiquier britannique Kenneth Clarke a délégué le sous-secrétaire Nigel Wicks. Le G7 Finances accueillera à l'issue de ses travaux une délégation russe conduite par le premier vice-premier ministre russe Anatoli Tchoubaïs et le gouverneur de la banque centrale Sergueï Doubinine.

ISRAËL

## Netanyahu refuse d'affronter l'électorat

TEL-AVIV (AP, AFP) — Le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, interrogé hier par la radio israélienne sur l'éventualité d'élections anticipées, dans le sillage du scandale politico-judiciaire du « Bibigat » qui l'a éclaboussé, s'y est déclaré foncièrement hostile.

« Je n'ai pas l'intention d'organiser un tel scrutin. J'ai commis des erreurs et elles seront corrigées, mais pas de délit », a-t-il dit.

La police avait recommandé des poursuites judiciaires contre M. Netanyahu pour son rôle présumé délictueux dans la nomination contestée en janvier de l'avocat Roni Bar-On au poste de conseiller juridique du gouvernement, mais le procureur de l'État, M<sup>me</sup> Edna Arbel, et le conseiller juridique du gouvernement en titre, Eliakim Rubinstein, ont écarté de telles poursuites « faute de preuves ».

Trois députés de gauche ont présenté des recours à la Cour suprême d'Israël contre cette décision.

Selon un sondage d'opinion publié hier, le premier ministre israélien serait battu tant par le chef de l'opposition travailliste Shimon Peres que par le successeur pressenti de celui-ci Ehud Barak si des élections au suffrage universel se tenaient actuellement.

M. Peres obtiendrait 42 % des suf-

frages contre 33 % à M. Netanyahu, et M. Barak s'imposerait avec 41 % des voix contre 33 % au premier ministre.

Depuis les dernières élections de mai 1996, le chef du gouvernement israélien est élu au suffrage direct lors d'un scrutin qui se déroule en parallèle des législatives.

Le sondage a été réalisé en mars par l'Institut Jaffé d'études stratégiques de Tel-Aviv sur un échantillon de 1216 personnes représentatif de l'ensemble de la population israélienne adulte qui ne prend pas en compte la population des quelque 150 000 colons juifs de Cisjordanie et Gaza.

ÉTUDIANT PALESTINIEN TUÉ

Par ailleurs, un étudiant palestinien de 18 ans a été abattu par des soldats israéliens, et deux autres Palestiniens ont été blessés, hier soir, dans un village situé près d'Hébron, en Cisjordanie, ont affirmé des témoins.

Selon ces témoins, les soldats ont ouvert le feu après que des jeunes du village de Tharaz, qui bloquaient la route principale avec des pierres et des morceaux de métal, leur eurent jeté des pierres.

L'armée israélienne, qui a confirmé l'incident, a précisé que des bombes incendiaires ont été également lancées sur eux. Elle a indiqué que les soldats ont répliqué avec des balles réelles et des balles en caoutchouc.

Les obsèques de la victime, Issam Aqadneh, ont eu lieu dans la soirée en présence de plusieurs milliers de Palestiniens.

## Après 60 ans, l'Allemagne pleure Guernica

GUERNICA (AP) — Pour la première fois depuis 60 ans, l'Allemagne, par la voix de son président Roman Herzog, a présenté hier ses excuses pour le bombardement par la légion aérienne Condor allemande de la ville de Guernica, le 26 avril 1937 durant la guerre civile espagnole.

« Je veux assumer la responsabilité de ce passé et reconnaître formellement la responsabilité des avions allemands engagés dans le bombardement qui fit entre 1000 et 1600 morts, écrit le président Herzog dans un message adressé à la ville de Guernica et lu en public par l'ambassadeur allemand Hennig Wegener.

Adolf Hitler avait envoyé quelque 16 000 hommes, dont ceux de la légion Condor, combattre auprès des troupes du général Francisco Franco. Le bombardement et le martyre de Guernica inspirèrent le fameux tableau éponyme de Pablo Picasso.

« Le 26 avril 1937, Guernica fut la cible d'une attaque aérienne par un escadron de la Légion Condor, qui fit de cette ville un symbole de l'agression contre une population sans défense, victime de la plus terrible des atrocités, selon M. Herzog. Nous devons tous éprouver du chagrin pour les souffrances qui se sont abattues sur Guernica. »

Le maire de Guernica, Eduardo Vallejo, a remercié M. Herzog et invité le gouvernement espagnol à suivre son exemple, en reconnaissant que la ville a été bombardée sur ordre des fascistes.

OKLAHOMA CITY

## L'horreur revécue par le jury

BRIGITTE DUSSEAU  
Agence France-Presse

DENVER — Après les larmes du souvenir, les faits : les jurés du procès de l'attentat d'Oklahoma City devraient entendre à partir d'aujourd'hui les premiers témoins liant l'accusé Timothy McVeigh à ce drame, qui avait fait 168 morts et plus de 600 blessés le 19 avril 1995.

Les témoignages sur l'horreur de l'attentat avaient vendredi fait pleurer, sur tous les bancs de la petite salle du tribunal fédéral de Denver (Colorado) où comparait McVeigh, 29 ans. Plusieurs jurés, deux des procureurs et un avocat de la Défense avaient essuyé leurs larmes lorsque Helena Garrett, 28 ans, avait raconté sa recherche désespérée de Tevin, son fils de 16 mois, dans les ruines du bâtiment fédéral Alfred Murrah, cible de l'attentat.

Elle avait expliqué comment les corps des autres enfants de la crèche tués dans l'attentat avaient été alignés à ses pieds en un endroit jonché de morceaux de verre, son incompréhension lorsqu'une infirmière avait commencé à les étiqueter. « Je n'avais pas réalisé qu'ils étaient morts ».

Tevin sera retrouvé trois jours plus tard, si affreusement défiguré que sa mère ne sera autorisée qu'à en voir les pieds et les mains.

Huit autres témoins, dont plusieurs grièvement blessés dans l'attentat, avaient également raconté les cris, le bâtiment éventré sur ses neuf étages, le paysage de guerre et les collègues jamais revus. Impassible, McVeigh avait écouté sans montrer la moindre émotion.

L'accusation, selon un plan minutieusement établi, doit continuer à faire revivre pour les jurés toute l'horreur de l'attentat, notamment à travers les récits de personnes ayant perdu un proche. Elle entend ensuite faire entendre les premiers témoignages liant Tim McVeigh à cet attentat, le pire jamais perpétré sur le sol américain, par lequel il aurait voulu exprimer sa haine du gouvernement fédéral.

« ROBERT KLING »

Lori Fortier, qui fut une amie proche de McVeigh, pourrait ainsi témoigner dès cette semaine, selon CNN. La jeune femme a affirmé aux enquêteurs qu'elle avait aidé McVeigh à fabriquer un faux permis de conduire au nom de Robert Kling.

C'est sous ce nom qu'il avait été loué par téléphone, le 14 avril 1995 à Junction City (Kansas), le camion jaune de la firme de location « Ryder » dans lequel la bombe avait été placée. « Kling » était venu le chercher le 17. Le propriétaire de l'agence de location, Eldon Elliott, qui sera un autre témoin à charge, a formellement identifié Tim McVeigh comme étant le fameux « Kling ».

Lori Fortier devrait aussi raconter comment McVeigh avait utilisé des boîtes de soupe pour lui expliquer comment il voulait placer les barils d'explosifs dans le camion de location.

Le procès devrait en tout cas se poursuivre avec la rigueur absolue qui le caractérise depuis le premier jour. Il n'est pas télévisé, les mesures de sécurité pour entrer dans la salle sont draconiennes, la discipline à l'intérieur absolue : ni magnétophones, ni téléphones, ni même manteaux ou chapeaux.

Le juge Richard Matsch a aussi refusé une nouvelle fois ce week-end à la presse le droit de voir les jurés, qui sont protégés des regards par une paroi à hauteur d'homme, ou d'en savoir plus sur leur identité.

Il a expliqué que ces personnes — sept hommes et cinq femmes pour les jurés, trois hommes et trois femmes pour les suppléants — « ne viennent pas là pour que leur personnalité soit mise à nu et la presse n'a aucun mandat pour le faire ». Il a évoqué également un souci de sécurité, évoquant des messages reçus, qui n'avaient rien d'une « persuasion amicale ».

M. Matsch a également remis à plus tard sa décision sur une nouvelle demande de la presse et des avocats de la défense pour que soit levée la mesure qui leur interdit toute discussion hors du tribunal. Il a expliqué qu'il ne voulait pas que les avocats influencent la vision des médias.

« Je n'avais pas réalisé qu'ils étaient morts »

# L'ENTRETIEN D'UNE SEVILLE VA CHERCHER DANS LES SIX CHIFFRES.



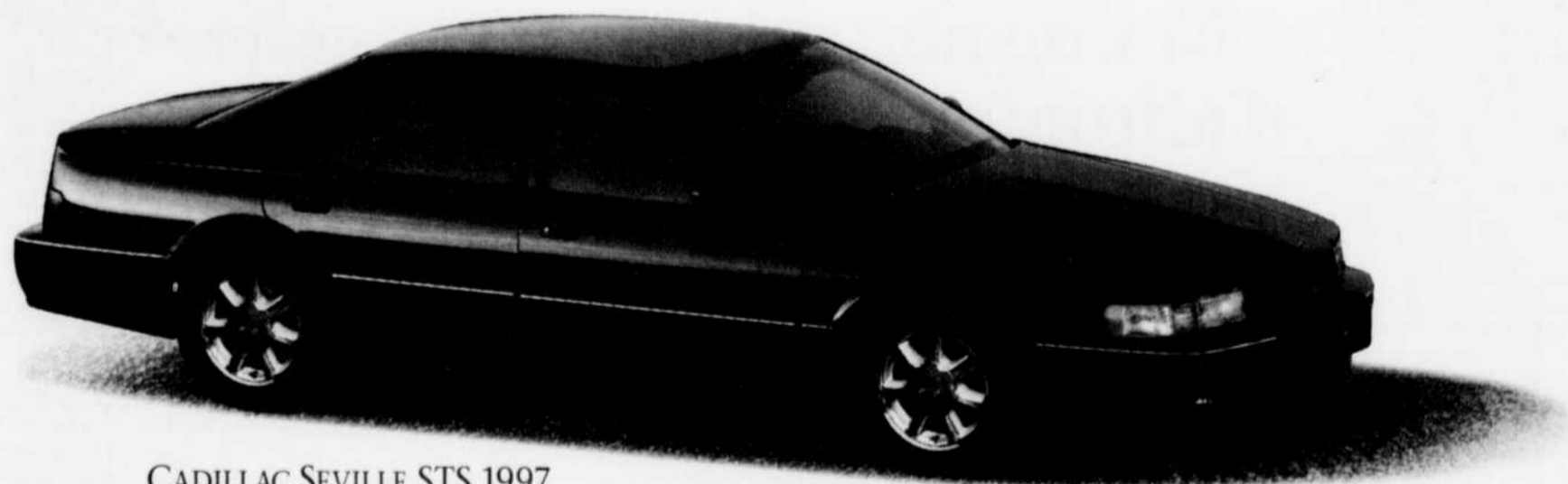
**Le seul programme d'entretien de 4 ans ou 80 000 km sans frais.  
Un autre privilège Cadillac.**

**599 \$\***  
**PAR MOIS**  
**VERSEMENT**  
**INITIAL DE**  
**5 000 \$**

*Les propriétaires de Seville STS ont toujours joui de nombreux privilèges. Le système Northstar et son puissant moteur de 300 chevaux revient en force en 1997, doublé d'un*

*programme d'entretien régulier de 4 ans ou 80 000 km sans aucuns frais\*\*. À 599 \$ par mois, offrez-vous donc le plaisir de piloter une Seville STS sans vous préoccuper des petits détails financiers.*

**3,9%**  
TAUX DE  
LOCATION  
POUR 36 MOIS



CADILLAC SEVILLE STS 1997



**CADILLAC**

Pour plus de renseignements, composez le 1 800 463-7483

\*Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers s'appliquant aux véhicules de base neufs 1997 en stock. Photo à titre indicatif. Paiements mensuels basés sur un bail de 36 mois avec versement initial (ou échange équivalent) de 5 000 \$. Sujet à l'approbation du crédit. Première mensualité et dépôt remboursable de 700 \$ exigés. Préparation et transport inclus. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Frais de 8 ¢ du km après 60 000 km. \*\*Certaines restrictions et conditions s'appliquent. Voyez votre concessionnaire participant pour tous les détails.